

ENQUÊTE

MARDI 18 JUN 2013
NUMÉRO 605

www.enqueteplus.com

100 F

OUVERTURE ANNONCÉE DE LA COMMISSION DE RÉFORME

Mbow sort de l'ombre

AFFAIRE DU LAMANTIN BEACH
La mauvaise nouvelle pour Luc Nicolai **P.5**

EN PRIVÉ AVEC... NAFISSATOU DIA DIOUF
"J'ignore ce que veut dire féminisme" **P.7**



RELATIONS AVEC LE FMI ET LA BM
Le Sénégal insatisfait **P.2**

ÉPIDÉMIE DE GROSSESSES À DAHRA **P.6**
Des salles de classe à l'intimité des garçonnières

OPEN PRESSE - MODOU LÔ
"Je vais attaquer, cogner et gagner" **P.12**



P.3

TOUJOURS

- L'OFFRE LA PLUS CHÈRE
- 3F LA SECONDE
- 10F LE SMS



AUJOURD'HUI
RAK TAK

100%

100% de bonus sur les recharges vertes
KIRENE avec Orange.

NIO FAR !

www.kireneavecorange.sn

Offre réservée aux clients Orange en prépaiement. Les bonus ne sont transférables et cumulables avec les autres offres Orange et KIRÉNE avec Orange.



RELATIONS AVEC LE FMI ET LA BM

Des membres du gouvernement de plus en plus critiques

Le Fonds monétaire international (Fmi) et la Banque mondiale (BM) n'ont plus une bonne image auprès du gouvernement. Il n'est plus rare que des membres de l'équipe de Cheikh Tidiane Mbaye critiquent ouvertement les bailleurs de fonds, accusés de freiner le développement économique à cause de procédures trop longues et difficiles à respecter. Cela se passe lors des rencontres gouvernementales et autres réunions restreintes, sans doute avec la bénédiction de Macky Sall. Le Sénégal se prépare-t-il donc à changer de cap en faisant un peu comme Me Wade qui ne se gênait point à puiser directement dans les circuits financiers des pays du Golfe et ailleurs ? En tout cas, beaucoup de gros bonnets du régime veulent aujourd'hui croire qu'on ne gagne pas trop en gardant des relations trop étriquées par les bailleurs critiques et qu'il faut diversifier. Mais c'est déjà tout un programme...■



Affaire de l'Anat, le Dg Mamadou Djibo pas si lisse...

Nous avons évoqué hier la gestion de l'Agence nationale pour l'aménagement du territoire (Anat), créée par décret présidentiel en novembre 2009, pour nous intéresser aux "cafards" de cette entreprise que la Division des investigations criminelles (Dic) a fouillée. En parlant de cette affaire qui, selon des sources proches de l'enquête, porte sur plus de 250 millions de nos francs, nous avons cité l'actuel Directeur général de l'Anat comme un monsieur hyper-propre, du genre fidèle en politique. Eh bien, c'est sans doute une simple réputation, parce que, selon nos propres investigations, Mamadou Djibo a activement conseillé Karim Wade, de façon bien discrète mais réelle. Ce, après des clin d'oeil d'une grande finesse, dans le domaine qu'il maîtrise sans doute le mieux, l'Aménagement du territoire. De là à dire qu'il y a certaines formes de transhumance qui ne sont pas que politiques, il n'y a qu'un pas que nous franchirons

aisément. Juste pour la bonne info...

Diplomatie : Mankeur Ndiaye en visite en Finlande

Le ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'étranger, Mankeur Ndiaye effectue une visite à Hameelinna en Finlande, à l'invitation de son homologue, Erkki Tuomioja. Selon une annonce du service de communication du département sénégalais des Affaires étrangères, Mankeur Ndiaye prend part à la Réunion annuelle informelle des ministres des Affaires étrangères des pays nordiques et africains. Il s'agit des pays scandinaves : Danemark, Finlande, Norvège, Islande, Suède et de onze (11) pays d'Afrique : Bénin, Botswana, Ghana, Lesotho, Mali, Mozambique, Nigeria, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie et Sénégal, fait savoir la note. Laquelle précise que "la réunion se tient alternativement en Afrique et en Scandinavie. Durant deux jours, les 15 et 16 juin, la rencontre se penchera sur l'expérience de développement des pays nordiques, la croissance inclusive en Afrique, la recherche de solutions aux conflits en Afrique et le rôle des acteurs régionaux et globaux".

Affaire "Defender", le procès renvoyé à jeudi prochain

Prévu hier, le procès de l'affaire du navire de guerre "déclassé", le "Defender", a été remis à jeudi prochain, 20 juin. Le Tribunal des flagrants délits de Dakar, a renvoyé le dossier à la demande de la défense qui veut s'imprégner davantage du dossier. Le second motif du renvoi, c'est la comparaison des parties civiles notamment l'Agence nationale des affaires maritimes mais aussi de la Subdivision maritime des Douanes. Cette affaire met en cause l'ancien Directeur général de la Sécurité nationale (DGSN), Moustapha Sarr dit Toto Sarr, ainsi que deux autres Sénégalais et quatre Britanniques. L'ex-policier, Samir Mourad et Meissa Christian Xavier Diop sont en liberté provisoire. Quant aux Anglais, Christopher Neil Enmarch,

Robert Andrew Baylin, Alexandre Thomas et Jonh Eldson, ils sont retournés en prison. C'est jeudi dernier que les prévenus ont été inculpés entre autres de défaut de titre de navigation, défaut de journal de bord, de séjour irrégulier et de détention d'arme sans autorisation administrative.

Direction des Relations publiques de la Police : Colonel Alioune Ndiaye s'en va

Le Bureau des relations publiques de la police devra se trouver un nouveau chef. Car, son patron, le très disponible Colonel Alioune Ndiaye, par ailleurs porte-parole de la police, est parti à la retraite depuis dimanche dernier, 16 juin. Nommé à ce poste depuis 2005, le désormais ex-policier a été un grand collaborateur de la presse à chaque fois qu'il était sollicité par les journalistes. En attendant de souhaiter la bienvenue à son remplaçant, nous disons bonne retraite au Colonel Alioune Ndiaye.

Gambie : deux ex-ministres arrêtés

Deux anciens ministres ont été arrêtés en Gambie après leur récent limogeage par le Président Yahya Jammeh, a appris l'AFP hier de source policière. L'ancien ministre de la Justice, Lamin Jobarteh, a été arrêté après son limogeage, en fin mai, à la suite d'accusations de corruption selon lesquelles il aurait voulu faire libérer des détenus

poursuivis pour crimes, a affirmé la source policière, sans donner de détail. Lamin Jobarteh, nommé en février 2012, est détenu à Banjul dans les locaux des services de renseignements gambiens, selon la même source, sans préciser la date de son arrestation. L'ancien ministre du Pétrole, Njogu Bah, a de son côté été placé en détention jeudi, au lendemain de son limogeage, a indiqué la même source qui ne précise pas également les raisons de son arrestation. Njogu Bah était présenté comme un des hommes de confiance du Président Jammeh. "Il a été interpellé par des agents en civil et nous sommes sans nouvelle de lui depuis lors", a indiqué à l'AFP un membre de sa famille. Yahya Jammeh, au pouvoir en Gambie depuis 1994 à la suite d'un coup d'État, a fait de la lutte contre la corruption un de ses principaux thèmes. Il procède régulièrement à des changements de gouvernement, pour, selon des observateurs, des raisons de sécurité et dirige lui-même plusieurs ministères clefs dont celui de la Défense.

Le régime de Yahya Jammeh est régulièrement critiqué par des défenseurs des droits de l'Homme pour des violations des libertés. L'année dernière, l'ancien ministre de l'Information, Amadou Scattred Janneh, a été condamné à la prison à vie pour trahison, après avoir été accusé d'avoir distribué des T-shirts appelant à "mettre fin à la dictature" en Gambie.

Fisc et entreprises de presse, le CDEPS égrène des abus

Le Collectif des éditeurs de presse du Sénégal (Cdeps) s'est réuni hier mardi dans les locaux de la 2STV, à Dakar. Une rencontre au terme de laquelle le patronat de la presse a décidé de porter à l'attention du pouvoir les doléances liées aux intérêts économiques d'un secteur sinistré qui emploie directement et indirectement des milliers de Sénégalais (journalistes, animateurs, techniciens, distributeurs etc.). Le Cdeps ne comprend en effet pas le retour en force, de façon presque synchronisée, des redressements fiscaux, blocages des comptes bancaires etc. Le tout avec l'obligation de présenter un quitus fiscal pour encaisser un chèque dû par l'État aux entreprises de presse. Conséquence, beaucoup d'entreprises de presse ne parviennent plus à recouvrer la publicité due par l'État, alors que les services de Impôts et Domaines refusent même la compense. Autant de problèmes qui ont été soulevés, lors d'une réunion qui a duré deux heures et où était pré-



sente la quasi-totalité des groupes de presse (privé et public).

Londres : le Président Sall lance un message aux cadres de la Diaspora

"Je vous lance un appel depuis Londres, il faut venir travailler pour le développement du pays. Le Sénégal est un pays stable, le retour sur investissement est garanti et nous sommes la porte du continent africain", a soutenu le chef de l'État, depuis Londres, selon un communiqué de son service de presse. Il s'adressait ainsi aux cadres sénégalais de la Diapora. Il a ajouté que "nous ne pouvons pas, en tant qu'Etat, donner de l'emploi à tout le monde. Mais nous pouvons, comme nous le faisons déjà, créer les conditions de l'emploi au Sénégal, en attirant notamment les investisseurs, par les investissements directs étrangers". Il va ainsi demander, selon le communiqué, aux ministères, organismes dédiés de bien traiter les gens qui arrivent chez nous pour investir. Cela commence par la mise à leur disposition des informations nécessaires". A noter, toujours selon la même source, que le Chef de l'Etat se rend mardi au Sommet du G8 à Lough Earne, en Irlande, au titre de président du Nepad et de porte-parole de l'Afrique.

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Boulevard de l'Est-Point E
Immeuble Samba Laobé Thiam Dakar
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur de la publication :
Mahmoudou Wane
Directeur de la rédaction :
Mamadou Lamine Badji
Rédacteur en chef :
Momar Dieng
Chefs de desk :
Momar Dieng - Politique
Maquette : Penda Aly Ngom, Ahmet Ka
Photographe : Amadoune Gomis
Impression : Graphik Solutions

Régie publicitaire :
maimounaenquete@gmail.com
Tél. : 77 834 11 90

COMMUNIQUE

La commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI) organise une série de rencontres d'informations avec :

- La presse nationale et internationale le **jeudi 20 juin 2013 à 09 h 30 mn précises ;**
- Les partis politiques le **samedi 22 juin 2013 à 09h 30 mn précises;**
- Les organisations de la Société Civile le **samedi 22 juin 2013 à 16 h 00 mn précises**

N.B : Il est demandé aux partis politiques et aux Organisations de la Société Civile de désigner un représentant et de communiquer son identité au plus tard le 20 juin 2013 à l'adresse suivante : reformedesinstitutions@gmail.com

Toutes ces rencontres auront lieu à l'Hôtel Radisson de Dakar.

RENCONTRE ENTRE CNRI, PARTIS POLITIQUES, SOCIÉTÉ CIVILE

Des débats compliqués en perspective

Jusqu'à présent secrète et impénétrable, la Commission nationale de réforme des institutions a décidé enfin de communiquer à partir de cette semaine. Des occasions, avec les partis politiques, la société civile et la presse, de dévoiler la part d'ombre qu'elle entretient sur les orientations susceptibles d'être proposées aux différents acteurs.



■ DAOUDA GBAYA

La Commission nationale de réforme des institutions (Cnri) a-t-elle été sensible aux critiques formulées par une partie de l'opinion publique ? A trois mois du dépôt de ses conclusions sur la table du président de la République, la commission dirigée par Amadou Makhtar Mbow et dont la démarche était jugée assez peu inclusive, s'ouvre (enfin) au public. Elle a prévu cette semaine, en effet, une série de "rencontres d'informations" avec la presse, les partis politiques et les organisations de la

société civile. Et les débats pourraient être houleux ou, à tout le moins, vifs, au regard des positions exprimées par certains secteurs de la vie politique et sociale nationale.

Nombreux sont aujourd'hui les Sénégalais qui doutent de la pertinence de cette commission dont le travail semble avoir été déjà fait.

A plusieurs reprises, Me Mbaye-Jacques Diop s'est plaint de l'opacité des travaux de la commission en réclamant son ouverture à toutes les forces politiques. De son côté, Me Mame Adama Guèye, membre du M23, a fustigé la "redondance" par rapport aux conclusions générales dégagées par les Assises nationales alors que le chef de l'Etat s'était pourtant engagé à accepter les dites conclusions "sans réserves". C'était dans l'entre-deux tours de la présidentielle du 25 février. "Je ne vois pas ce que la Commission peut apporter de nouveau aux assises nationales", avait déclaré l'ancien patron du Forum civil dans une interview accordée à Enquête. "Il revient au président de la République de prendre ses responsabilités et de prendre ce qu'il veut des conclusions des Assises. Il ne faut pas, par le détour d'une commission, donner l'impression que c'est celle-ci qui a proposé une

feuille de route (alors que) c'est le président de la République (...) Il y a urgence de trancher la question", poursuivait l'avocat.

Et parmi les urgences, il y a la réduction du mandat du président de la République de 7 à 5 ans, ainsi que le cumul des fonctions de président de la République et de chef de parti. Mais si Macky Sall a réaffirmé à plusieurs reprises sa volonté de respecter sa promesse de revenir au quinquennat, il n'est pas acquis qu'il quitte la tête de son "jeune parti". A moins que la Cnri ne lui accorde une... dérogation à propos du cumul.

Autre question aux multiples enjeux, c'est celle du mandat du président de l'Assemblée nationale qui arrive à expiration le 31 juillet 2013. Plusieurs positions s'opposent au sein de la mouvance présidentielle. Pour des raisons très strictement politiques, plusieurs responsables de l'Apr veulent le maintien de la durée actuelle tandis qu'autres partis comme Rewmi militent en faveur du retour immédiat au quinquennat pour plus de "stabilité de l'institution" que représente l'Assemblée nationale. D'ailleurs, ses députés ont annoncé le dépôt d'une proposition de loi dans ce sens. Une initiative que le Secrétaire général du gouvernement a assimilé à de la "politique politicienne". "Quand on est dans une perspective de recadrage institutionnel et judiciaire, on ne peut pas fonctionner comme si on n'avait pas de perspective en faisant du tripatouillage, du cas par cas. C'est ce qui déstructure notre société", avait répondu Seydou Guèye. "Sur la base de nouvelles orientations données par le président de la République, nous avons une possibilité de discuter de manière plus structurée". Autrement dit, cette question fait déjà partie de l'agenda de la commission Mbow chargée d'en dégager une appréciation. ■

SOUTIEN À BARA GAYE

L'Ujtl en sit-in devant l'ambassade des Usa jeudi

C'est une série de mouvements d'humeur qui attend les autorités sénégalaises. Elles devraient en effet faire face à la volonté de l'Union des jeunes travailleurs libéraux (Ujtl) de prendre possession des alentours de l'ambassade des États-Unis à Dakar ce jeudi. Cette initiative sera appuyée par une marche le 25 juin, veille de l'arrivée du Président Barack Obama au Sénégal, dans l'optique de faire "la traque du pouvoir mal acquis" et pour dénoncer "le mensonge d'État, les engagements non tenus, les espoirs brisés, l'État de droit bafoué, et le Yoonu Yokkute familial qui est la seule politique définie par le chef de l'État." Selon Toussaint Manga, Sg adjoint de l'Ujtl, "on aura l'occasion de dire à Obama que nous sommes loin d'une démocratie dans ce pays." Les jeunes libéraux lui diront aussi que leur "frère Bara Gaye a été inculpé et placé sous mandat de dépôt et devait être logiquement jugé en flagrant délit", mais "en exécutant à la lettre les vœux du régime qui compte mettre en prison tous les adversaires politiques qui dérangent, le procureur du gouvernement a mis le dossier en instruction pour que Barapuisse y séjourner pendant longtemps", ajoute Manga. Qui rappelle que "Sidy Lamine Niass a réitéré les mêmes propos sans être inquiété, ce qui prouve à bien des égards que Bara demeure un prisonnier politique." Pour rappel, Bara Gaye, secrétaire général de l'Ujtl, s'était offusqué que "l'État refuse le passeport diplomatique à des marabouts et hommes politiques, alors qu'il en donne à des homosexuels". Des propos jugés outranciers à l'endroit du chef de l'État et qui lui ont valu d'être placé sous mandat de dépôt au titre de l'article 80 du Code pénal.

À ce propos, l'Ujtl rappelle que le ministre des Affaires étrangères, Mankeur Ndiaye, "avait dit qu'un nommé Babacar Ndiaye ne figurait pas sur le registre des détenteurs de passeport diplomatique. Et pourtant, ce dernier est monté au créneau et a balayé d'un revers de la main les allégations du ministre". ■

ANTOINE DE PADOU

VISITE DE BARACK OBAMA AU SENEGAL

Cheikh Mansour Niass agite l'affaire palestinienne

A l'occasion de l'hommage rendu hier à Serigne Mamoune Niass, fondateur du Rassemblement pour le peuple, son fils Cheikh Mansour a réaffirmé l'appartenance du parti à la majorité présidentielle et profité de la visite prochaine de Barack Obama pour demander à Macky Sall de plaider la cause du peuple palestinien sous le joug d'Israël.

■ AIDA DIENE (STAGIAIRE)

Le 28 octobre 2011, disparaissait Serigne Mamoune Niass, fondateur du Rassemblement pour le peuple (RP). En souvenir de sa vie et de ses œuvres, un hommage lui a été rendu hier au Grand Théâtre, deux ans après son rappel à Dieu. A cette occasion, Cheikh Mansour Niass, son fils lui ayant succédé à la tête du Rp, a réitéré son engagement à conduire et à maintenir le parti sur la bonne voie.

La jeunesse qu'il qualifie de noyau dur pour une nation, Cheikh Mansour Niass l'a exhortée à servir le peuple. Selon lui, cette journée est l'occasion de revisiter ce saint homme qu'est Mamoune Ibrahim Niass. Ainsi, le parti en a profité pour inciter le président de la République, parrain de la cérémonie, à profiter de la visite de Barack Obama au Sénégal pour plaider encore plus la cause du peuple palestinien dans le drame vécu sous le joug israélien. Selon le Dr Moustapha Fall, chargé des questions politiques du Rassemblement pour le peuple, après avoir prôné la paix en Casamance, en Haïti et au Darfour, le Sénégal a le devoir de

pousser le chef de l'administration américaine à faire de son second mandat une occasion de résoudre définitivement la crise israélo-palestinienne. Un appel conforté par Abdalrahim Alfara, ambassadeur de l'Etat de Palestine à Dakar, invité à la cérémonie d'hier.

Par ailleurs, Moustapha Fall a indiqué que le RP, membre de la coalition Benno Bokk Yaakaar, est dans les conditions d'aller vers les locales en coalition, dans toutes les localités. "A l'heure ou nous parlons, nous sommes à l'intérieur d'une coalition qui réfléchit sur quelle stratégie adopter par rapport aux élections locales, nous sommes dans le débat et sous peu vous saurez notre position", a-t-il dit.

Interrogé sur la situation politique au sein de la coalition "Benno Bokk Yaakaar", le Dr Fall a affirmé que si Idrissa Seck ne s'y sent pas à l'aise, rien ne l'empêche de prendre toutes ses responsabilités afin d'être cohérent avec lui-même. C'était sous les yeux d'une délégation conduite par Mor Ngom, directeur de cabinet du Président de la République. Les ambassadeurs du Tchad, d'Égypte, du Mali, du Nigeria, de la Gambie et des Emirats Arabes unis étaient aussi présents. ■

REPUBLIQUE DU SENEGAL

REGION DE DAKAR

GOUVERNANCE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans le cadre de l'exécution du Projet « Autoroute à péage », le Gouverneur de la Région de Dakar porte à la connaissance du public et des concernés que les parcelles viabilisées dont sont bénéficiaires certaines Personnes affectées par le Projet (PAP) au niveau du site de recasement de Tivaouane Peulh ne peuvent présentement faire l'objet d'aucune transaction foncière.

A cet effet, les actes d'acquiescement dont disposent certaines PAP ne peuvent nullement être à la base d'une quelconque vente de parcelles.

Cheikh A. Tidiane NDOYE

SUCRE IMPORTÉ PAR L'UNACOIS

Le ministre autorise 10.800 tonnes à l'écoulement

Le ministère du Commerce a tranché à propos des 15 000 tonnes de sucre importées par l'Unacois et en souffrance au Port de Dakar. Pris entre le marteau de l'Unacois qui fustige le blocage de son produit et l'enclume de la Compagnie sucrière sénégalais (Css) qui entend écouler son sucre local, Alioune Sarr (*photo*) a fait des propositions plus ou moins sucrées-salées.



■ ALIOU NGAMBY NDIAYE

Fin de crise du sucre ? Pas sûr, même si le ministère du Commerce a tranché la polé-

mique sur près de 15.000 tonnes de sucre importées par l'Unacois et en souffrance au Port de Dakar. Lors d'une rencontre, hier, avec l'Unacois, des associations consoméristes et des représentants de boutiquiers et détaillants du Sénégal, Alioune Sarr a proposé le déblocage des 2/3 de la marchandise en question.

M. Sarr a-t-il été sensible au risque de pénurie de sucre au mois de Ramadan brandi par l'Unacois ? En tout cas, pour éviter une telle situation, il a dû lâcher du lest tout en préservant la production locale.

D'après ce qui ressort de la rencontre d'hier, le gouvernement a mis en place un ensemble de mécanismes : la "suspension de la délivrance de toute déclaration d'impor-

tation de produits alimentaires (Dipa) pour le sucre cristallisé destiné à être revendu en l'état", "l'assujettissement de la délivrance de Dipa aux industriels que sur présentation d'une attestation industrielle de la direction de l'industrie justifiant les besoins réels de la société requérante", "la limitation de la durée de validité de toutes les déclarations d'importation", entre autres. Mais c'est justement l'ensemble de ces mécanismes qui seraient à l'origine des 14.580 tonnes de sucre en souffrance au port autonome de Dakar dont 1385 tonnes en entrepôt fictif, 5620 tonnes en attente de dédouanement et 4458 tonnes ayant déjà fait l'objet des règlements des droits de douane.

Plusieurs mesures ont été donc prises pour permettre à la Compagnie sucrière sénégalaise (Ccs) de distribuer son sucre local et permettre l'écoulement du stock bloqué au port de Dakar. Il s'agit, entre autres, de maintenir la suspension de la délivrance des Dipa jusqu'à l'écoulement du stock du sucre local et le déblocage immédiat des 4458 tonnes déjà en règle et des 1385 tonnes en entrepôt fictif. "Au total, sur les 14.580 tonnes en souffrance au Port, 10.800 tonnes seront mises à la consommation", souligne un document du ministère.

D'après la note du ministère, c'est la situation du marché mondiale qui a été favorable entre 2012 et 2013. Ce qui a fait que "le volume des importations de sucre cristallisé a fortement augmenté créant une situation de sur-offre et, en conséquence, une mévente de la production locale de sucre estimée à plus de 46.000 tonnes en fin mai 2013". En 2012, souligne la même source, "143.741 tonnes de sucre cristallisé ont été déclarées à la consommation dont 24.888 tonnes destinées à l'Industrie". De janvier à mars 2013, la quantité de sucre cristallisé importé est de l'ordre de 30 000 tonnes, précise-t-on. ■

TECHNOLOGIE - LOGICIELS Et pourquoi pas Office 2013 ?

Avec la suppression d'Office 2003, de nombreux utilisateurs vont devoir faire le choix entre changer de fournisseur ou faire la mise à jour à la version 2013 du logiciel le plus célèbre au monde de création et d'édition de fichiers. Mais quels sont les réels avantages de cette nouvelle suite Microsoft ?

Sil'on ne revient pas sur les questions liées aux conditions d'acquisition du nouvel Office 2013 (NDLR: voir édition EnQuête du 19 mars 2013), il faut néanmoins rappeler aux adeptes de la suite 2003 qu'il devront bientôt sauter le pas d'une mise à jour radicale. Car leur édition Office ne sera bientôt plus prise en charge par Microsoft.

Tant qu'à faire, mieux vaut également circonscrire les innovations qu'apporte cette migration "forcée" qui, pour être juste, comporte des avantages non négligeables à l'ergonomie de la suite.

Pour commencer par l'éditeur de texte Word, on citera en vrac des améliorations notables comme l'apparition de signets automatiques qui permettront de rouvrir un document à l'endroit où il avait été fermé, de la nouvelle possibilité d'intégration de fichier multimédia, notamment de vidéos en ligne (Youtube, Bing...), l'ajout d'un dictionnaire de définitions, le nouveau mode "liseuse" ou encore le profil itinérant permettant de récupérer la liste de ses documents ouverts précédemment et de ses modèles où que l'on soit.

Autre amélioration notable de la suite, son ouverture sur le Cloud, via l'hébergeur Skydrive. Totalelement intégré à la nouvelle suite Office, cet outil a pour vocation de permettre une mobilité optimisée à ses utilisateurs avec près de 7 gigaoctets d'espace de stockage virtuel. Cette nouvelle capacité d'enregistrement en ligne de partage des fichiers sauvegardés dans le Cloud, combinée à un support intégré avec des interfaces tactiles, est l'un des points forts de la nouvelle suite dans un contexte de plus en plus BYOD avec une explosion du marché des tablettes.

Ainsi Office 365 et en particulier les Office Web Apps, sont autant de nouveaux produits Microsoft fonctionnant sur toute plateforme, Android et iOS comprises. Si Office 2013 ne fonctionne, lui, que sur Windows 7 et Windows 8, une nouvelle version de Microsoft Office 2011 pour Mac est d'ores et déjà disponible. ■

SOPHIANE BENGELOUN

CRISE ÉCONOMIQUE

Espagne : l'eldorado n'est plus ce qu'il était

Premières victimes du chômage, les Africains subissent de plein fouet la crise économique. Mais plutôt que de rentrer au pays, la plupart préfèrent tenter leur chance ailleurs en Europe. Reportage.

Claudio est angolais. Fuyant la guerre civile dans son pays, il est arrivé en Espagne il y a quinze ans. Avec Roque, son frère, et Maria Custodia, sa soeur. Avec cette dernière, il s'est installé au sud de Madrid, à Parla, bourgade jadis assoupie qui a vu sa population exploser dans les années 1990 avec l'arrivée massive d'immigrés. Parla compte aujourd'hui 130 000 habitants. Les commerces traditionnels y côtoient les salons de coiffure africains et les boucheries halal. Tout y est plus simple que dans la capitale, à trente minutes de train.

Claudio se rend d'ailleurs régulièrement à Madrid, où il poursuit des études de relations internationales à l'université Complutense. Jusqu'en 2011, il travaillait au Banco Popular Español, après être passé par IBM et Nokia. Mais avec la crise économique, le paradis espagnol a tourné au cauchemar. Les conditions salariales se sont tellement dégradées que Claudio a fini par démissionner. "On a cessé de me verser la bourse d'étudiant alors que je la touchais depuis deux ans, explique-t-il. Heureusement que j'avais un peu d'argent de côté. Mais je ne sais pas si je pourrai continuer mon cursus l'année prochaine." Roque, son frère, s'était installé avec femme et enfants à León (Castille-et-León) et travaillait sur des chantiers de construction pour l'entreprise Isolux Corsán. Au

chômage depuis deux ans, il s'est résolu à repartir en Angola. "S'il a pu y retrouver un emploi, commente le jeune Angolais, c'est grâce à sa parfaite maîtrise de l'espagnol. Mais après tant d'années passées ici il se sent comme un immigré dans son propre pays." Sa famille, qui est restée en Espagne, a perdu son titre de séjour et les avantages qui y sont liés, notamment en matière de soins médicaux.

Bien entendu, il ne s'agit nullement d'un cas isolé. Tous les immigrés subissent de plein fouet les effets de la crise. Le taux de chômage de la population étrangère atteint 36 %, soit presque dix points de plus que celui, déjà considérable, des nationaux (27,7 %). Et c'est encore pire pour les Marocains, communauté étrangère la plus importante après les Roumains : plus de 55 % d'entre eux sont sans emploi. La grande majorité travaillait dans le bâtiment, l'un des secteurs les plus sinistrés, avec l'hôtellerie et le commerce, depuis l'éclatement de la bulle immobilière, il y a cinq ans.

Délinquance

Logiquement, le taux de pauvreté s'accroît lui aussi : 31 %, contre 19 % chez les Espagnols. Quand les fins de mois sont aussi difficiles, comment envoyer de l'argent à sa famille restée au pays ? "Avant, nous venions en aide à des sans-papiers

en quête de régularisation ou s'efforçant d'apprendre l'espagnol, raconte le père Antonio Díaz de Freijo, directeur de l'association Karibu, spécialisée dans l'accueil des Subsahariens, à Madrid. Aujourd'hui, ceux qui sollicitent une aide sont souvent établis ici depuis des années et ont généralement un travail. Ils demandent juste de la nourriture et/ou un logement." Les standards téléphoniques d'associations comme Caritas ou la Cruz Roja (la Croix-Rouge espagnole) sont en permanence au bord de l'explosion. Et les paroisses doivent multiplier les "soupes populaires" - comme on ne dit plus. "En plus de cela, on observe une forte augmentation de la délinquance chez les jeunes immigrés", explique Maria Custodia, la soeur de Claudio, dans un espagnol parsemé de mots portugais.

À Parla, l'église évangélique de la communauté congolaise a fermé. En Espagne, seuls les lieux de culte catholiques reçoivent des subventions d'État. Les autres ne peuvent compter que sur la générosité des fidèles. "Dans un premier temps, nous avons partagé notre église avec les Nigériens. Mais aujourd'hui, sans ressources, nous nous réunissons chez l'un ou chez l'autre", se lamente Claudio, dont l'épouse est congolaise. Alpha, leur pasteur, était conducteur de grue. Il a perdu son travail il y a deux ans et risque d'être expulsé de son logement. Il songe à partir en Belgique avec son épouse et ses trois filles.

En 2008, le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero avait mis en place un plan de retour volontaire. Les immigrés au chômage pouvaient regagner leur pays d'origine nantis d'une bourse, à la condition de s'engager à ne pas revenir en Espagne avant trois ans. La mesure a été un succès relatif chez les Sud-Américains : 10 000 d'entre eux en ont bénéficié entre 2009 et 2012. Elle a fait

un bide chez les Africains : seulement 192 demandeurs, selon le ministère de l'Emploi et de l'Immigration. "Beaucoup sont venus en Espagne dans le but d'aider leur famille restée au pays. Comment pourraient-ils rentrer, aujourd'hui qu'ils n'ont plus rien ?" s'interroge le père Antonio Díaz de Freijo. Ils savent que leurs chances de trouver un travail sont bien moindres que celles des Latinos, dont les pays sont en pleine croissance.

Un départ d'Espagne n'implique donc pas automatiquement un retour au pays. "Nombre d'entre eux tentent leur chance en France, en Belgique ou en Suisse, où beaucoup ont des proches susceptibles de les aider, explique Mohamed Haidour, membre du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME). Ils laissent en Espagne femmes et enfants, dans l'espoir de revenir dès que la situation s'améliorera."

Allers-retours

Compte tenu de la proximité géographique, le cas des Marocains doit être disjoint de celui des autres Africains : ils rentrent plus volontiers au pays. "Souvent, ils multiplient les allers-retours entre les deux pays pour continuer de toucher le chômage et conserver des liens en Espagne", nuance Salah Eddin, responsable de l'association Espacio de la Solidaridad.

À Parla, Concha Jimeno, coordinatrice de la Coopération internationale et interculturelle, ne ménage pas ses efforts pour aider les immigrés. Les cours d'espagnol sont désormais gratuits, et la mise en place de Banco del Tiempo, une association spécialisée dans l'échange de services entre personnes (cours de sport, de cuisine, tâches ménagères, travaux) est un succès. "Beaucoup d'étrangers, notamment africains, y participent, affirme-t-elle. On observe d'ailleurs qu'une espèce de solidarité s'est mise en place

entre natifs d'un même pays." Mais le plus dur est de garder l'espoir d'un avenir meilleur. Malgré l'annonce d'une prochaine reprise économique, les spécialistes affirment que les immigrés non qualifiés auront bien du mal à retrouver un emploi. Récemment, le gouvernement a annoncé qu'il allait consacrer entre 2,4 millions et 6,9 millions d'euros à la réintégration des populations étrangères dans leur pays d'origine. "On ressent tout de même une espèce d'ingratitude de l'Espagne à notre égard", soupire Claudio. ■

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Comment le Sénégal compte blinder son dispositif sécuritaire

Paris et Dakar ont signé hier une convention dénommée Plan d'action contre le terrorisme (PACT) financée à hauteur de 463 millions de nos francs et qui vise à renforcer le dispositif sécuritaire sénégalais pour mieux faire face aux menaces terroristes.



■ ASSANE MBAYE

Son implication dans le règlement de la crise malienne faisant de lui une cible potentielle, le Sénégal s'attelle à blinder son dispositif sécuritaire afin de prévenir toute menace terroriste. Pour ce faire, il a signé hier, avec la France, un projet dénommé Pact (Plan d'action contre le terrorisme). Ce projet ambitieux de "renforcer les capacités des services de police et de la gendarmerie du Sénégal impliqués dans la lutte contre la menace terroriste ainsi que celles des magistrats chargés de pour-

suivre, d'instruire et de juger les affaires judiciaires à caractère terroriste", a expliqué Jean-Luc Peduzzi, commissaire divisionnaire et attaché de sécurité intérieure à l'ambassade de France.

Élaboré en collaboration "étroite" entre l'ambassade de France et les autorités sénégalaises, le Pact intervient dans un contexte marqué par la multiplication des crises dans la sous-région. De plus, "les opérations militaires en cours au Mali renforcent le risque de voir les djihadistes en fuite des théâtres d'opération tenter de venir se réfugier dans les pays voisins

comme le Sénégal dont la sécurité peut être impactée par ces périls", souligne le super flic français. Qui note que "l'engagement du Sénégal dans le processus de reconquête, de libération et de reconstruction du Mali fait de lui une cible potentielle comme la France".

Pour toutes ces raisons, il fallait donc "prendre des mesures pratiques". C'est ainsi que "la conjugaison de nos efforts a abouti à la réalisation de ce projet fondé sur l'idée que des services de sécurité intérieure mieux organisés, mieux formés et mieux équipés à la lutte antiterroriste seront mieux à même de protéger le Sénégal et ceux qui y vivent", soutient Peduzzi. Le policier français a aussi rappelé le Pact poursuit un autre objectif, celui de "former des magistrats du parquet, de l'instruction et du siège appartenant au Tribunal régional de Dakar susceptibles de devenir le socle d'un futur pôle judiciaire antiterroriste de compétence nationale prévue par une loi spéciale de 2009 qui prévoit des dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme".

Vers la création d'un Pôle judiciaire antiterroriste

Prévu pour une durée de trois ans,

ce projet prévoit "l'organisation de plus de cinquante actions de formation pour plus de 1000 éléments de la police, de la gendarmerie et du système judiciaire". A cette fin, "il sera suivi par un comité de pilotage avec des autorités sénégalaises et françaises et les premières actions qui seront conduites très prochainement devraient concerner le renfort de capacités des sections d'intervention de la gendarmerie (GIGN) et de la Police (BIP)" a confié Jean-Luc Peduzzi. Toutefois, a-t-il ajouté, "le projet s'inscrit en continuité et en cohérence avec les autres plans d'action au bénéfice des pays de la sous-région notamment le Plan sahel développé au Mali, en Mauritanie et au Niger et baptisé Jusec (Justice et sécurité), la stratégie de l'Union européenne pour le Sahel qui concerne également la Mauritanie, le Mali et le Niger et qui va probablement être étendue au Sénégal et au Burkina Faso".

Financée à hauteur de 700.000 euros (environ 463 millions de francs Cfa) consacrés à la formation, aux achats de matériels et à des échanges d'expertises, cette convention atteste, selon l'ambassadeur de France au Sénégal, Nicolas Normand, présent à la rencontre, toute l'importance que "les deux pays attachent à la question de la lutte contre le terrorisme". Pour sa part, le ministre de l'Intérieur, le Général Pathé Seck, a estimé que "les enjeux de ce projet ne sont plus à démontrer car le terrorisme est de nos jours, la menace la plus grave à la paix et à la sécurité internationale".

Outre l'ambassadeur de la France et le ministre de l'Intérieur, cette rencontre en présence du ministre délégué au Budget, Abdoulaye Daouda Diallo, du nouveau Directeur général de la police nationale, Abdoulaye Niang, et du représentant du Haut commandement de la gendarmerie nationale. ■

POURSUIVI POUR ESCROQUERIE

Le président de la coopérative d'habitat de l'Asecna risque six mois de prison

Le président de la Coopérative d'habitat de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) est depuis hier, sous le coup d'une condamnation de six d'emprisonnement ferme pour escroquerie foncière.

■ FATOU SY

C'est à cause d'un terrain d'une superficie de 100 mètres carrés que le président de la Coopérative d'habitat de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) risque la prison pour six mois. Lucien Blé, qui comparait libre, a été traduit en justice par Mady Touré, un agent de joueurs de l'institut Génération foot. L'ancien

fondé de pouvoir à l'Asecna est accusé d'avoir vendu un terrain à deux personnes dont Mady Touré. Selon les explications de celui-ci, en 2008, il avait acheté un appartement à Liberté VI Extension. Lorsque l'agent de joueurs a voulu faire l'extension de son appartement, Lucien Blé lui a cédé la parcelle pour un montant de 2 millions de francs Cfa. "La remise a eu lieu devant Makhtar Diop en contrepartie d'une attestation d'attribution", a précisé la partie civile. En

tant que propriétaire de la parcelle, Mady Touré a autorisé le nommé Bollé Seck à y stocker des briques. Le hic, c'est que de retour de France en 2012, l'agent de joueur a trouvé que Bollé Seck avait érigé une construction sur le site. Interpellé, celui-ci lui a dit avoir acheté ledit site auprès de Lucien Blé. Pour conforter ses dires, Bollé Seck lui présente une attestation délivrée en juillet 2010. Le pire, Mady Touré s'est retrouvé avec un ordre de déguerpissement de la Descos au risque d'être arrêté. Suffisant pour qu'il porte plainte contre le président de la Coopérative d'habitat de l'Asecna.

Devant la barre, le prévenu a juré la main sur le cœur n'avoir pas vendu un lopin de terre à quiconque. "Je m'inscris en faux contre les déclarations de M. Touré. Je lui ai juste donné l'autorisation d'occuper la parcelle parce qu'il m'avait dit qu'il avait besoin d'une aire de jeu pour sa fille", s'est défendu le prévenu. "Mes enfants ne vivent même pas ici", a rectifié Mady Touré. Toujours est-il que Lucien Blé a soutenu lui avoir remis une attestation "à

titre humanitaire", espérant également que l'agent de joueur s'occupe de son fils, joueur de football en Italie. "Mais, a-t-il insisté à dire, je n'ai reçu 5 francs ni de Makhtar Diop, ni de lui".

Une allégation battue en brèche par le même Makhtar Diop, entendu comme témoin. Celui-ci a confirmé la remise. Le nommé Bollé Seck a également apporté une contradiction à Lucien Blé en affirmant avoir versé au prévenu un acompte de 500.000 francs sur la base d'une promesse de vente portant sur 5 millions de francs Cfa. C'est pourquoi, Me Ndiaga Dabo a réclamé la somme de 100 millions de francs Cfa en guise de dommages et intérêts. La défense a estimé que les six mois requis par le substitut du procureur Baye Thiam ne se justifient point. Car, pour Mes Serigne Amadou Mbengue et Aboubacry Barro, non seulement il n'y pas eu de remise, mais il y a également prescription. Ce que le parquetier a contesté arguant que l'infraction a commencé à partir de sa découverte en 2012. Le tribunal rend son délibéré le 24 juin prochain tant sur l'exception qu'au fond. ■

L'ARRET DE LA CHAMBRE D'ACCUSATION ATTAQUE PAR LE PARQUET GENERAL

Luc Nicolai et Abdou Khadre Kébé encore en prison pour six mois ?

Ceux qui s'attendaient à voir Luc Nicolai et le douanier Abdou Khadre Kébé tourner le dos à la prison de Rebeuss après la liberté provisoire accordée depuis vendredi dernier, vont déchanter. Ils devront encore attendre car, le parquet général qui s'était opposé à la mise en liberté provisoire du promoteur de lutte et du douanier est allé au bout de sa logique en se pourvoyant en cassation. Comme un coup de massue, la nouvelle est tombée hier, surprenant plus d'un, notamment les conseils du promoteur de lutte. "C'est malheureux mais on en prend acte", a lâché Me Mouhamadou Bamba Cissé. L'avocat se dit surpris parce qu'il ne s'attendait pas à cette décision du parquet général, "dès lors que l'arrêt de la Chambre d'accusation était très bien accueillie par une très bonne partie de la population". Néanmoins, Me Cissé estime que la cause n'est pas perdue puisque "le combat juridique va se poursuivre devant la Cour suprême pour une décision favorable à leur client".

Au-delà de la bataille juridique, la robe noire pousse la réflexion plus loin. Il pense que le débat se trouve au niveau du caractère suspensif en matière pénale. "Il y a nécessité de réformer la loi en matière pénale" car "la Cour suprême a un délai de six mois pour rendre sa décision". Ce qui fait que Luc Nicolai et son co-inculpé devront encore rester en prison durant tout ce temps. C'est la raison pour laquelle, Me Cissé estime qu'au-delà de la personne des prévenus, il s'agit d'une situation "qui porte atteinte à la liberté des citoyens". "Le caractère suspensif en matière pénale est révolu. Cela peut créer un abus et ce cas d'école peut constituer un prétexte pour poser le débat", avance l'avocat.

Luc Nicolai et son co-inculpé, le douanier Abdou Khadre Kébé, ont obtenu la liberté provisoire, vendredi dernier, malgré le réquisitoire du procureur qui s'y était opposé. Le célèbre promoteur Luc Nicolai, deux douaniers et deux employés du Lamantin Beach Hotel à Saly sont incarcérés depuis le mois de novembre 2012. Ils ont été inculpés pour une affaire de drogue découverte dans le bureau du Président-directeur général du Lamantin, Bertrand Touly, lui-même inculpé. Toutefois, le milliardaire français avait bénéficié d'une liberté provisoire, après quelques semaines de détention préventive. Idem pour Pape Massiré Thiam, l'un des deux douaniers.

Les différents protagonistes de cette affaire sont inculpés pour plusieurs chefs d'inculpation dont association de malfaiteurs, tentative d'extorsion de fonds et détention de drogue. À signaler que Luc Nicolai a obtenu la liberté provisoire, après plusieurs tentatives infructueuses. ■

F. SY

ÉPIDÉMIE DE GROSSESSES À DAHRA DJOLOF

De la salle de classe bondée à l'intimité des garçonnières

Les relations entre professeurs et élèves vivent carrément au sexe. Comme à Dahra où six jeunes filles fréquentant le même établissement sont tombées enceintes des œuvres de leurs enseignants, au moins pour l'une d'elles qui s'est confiée à *EnQuête*. Aujourd'hui, cette partie du Djolof naguère attachée à l'honorabilité des filles sombre dans le délire sexuel. Une situation à laquelle les principaux acteurs du secteur ont daigné apporter leurs explications. Reportage.



MAMADOU NDIAYE
(CORRESPONDANT À LINGUÈRE)

Il est neuf heures. C'est l'heure de la récréation au Cem Dahra commune. Le lieu est bruyant. Les potaches, par petits groupes, devisent à l'ombre des nimes et des murs. Ils jouent les prolongations du combat Balla Gaye 2 contre Tapha Tine. Si certains ont fait du combat leur chou gras, d'autres sont plus intéressés par l'histoire d'une jeune fille engrossée par un de ses profs. L'arrivée du reporter d'*EnQuête* éveille gêne et mutisme. Personne ne veut piper mot. Silence dans les rangs !

"J'ai tout perdu : ma virginité, ma dignité et mes études"

A. ND., la trentaine bien sonnée, est une très belle fille. Elle nous donne rendez-vous au marché central de Dahra. C'est l'une des nombreuses victimes de cette épidémie de grossesse qui sévit dans cette partie du Djolof. "Ma propre expérience me pousse à dire que les demoiselles sont les victimes de leur propre jeu, dit-elle à l'entame. Par leur port vestimentaire, leur maquillage, leur attitude et leur langage osés, elles provoquent leurs profs qui se laissent aller", affirme-t-elle avec tristesse. Le regard plein de regrets, A. ND. s'épanche, sans retenue. "Lorsque j'ai été engrossée par mon professeur d'histoire-géographie, à la fin des années 90, toute ma famille, tétanisée, m'avait délaissée. J'étais désespérée", raconte-t-elle. "Au début de la relation, seules les notes m'intéressaient." Naïve, son objectif était de plaire pour obtenir des notes de complaisance. "Sous divers prétextes, j'allais chez lui les après-midis dans l'espoir de détourner les soupçons. Et j'avais de plus en plus de bonnes notes, sans beaucoup travailler !"

Ce cinéma a duré le temps d'une rose. Ou

plutôt d'une épine ! "Au final, c'est moi qui suis tombée dans le panneau. En réalité, j'étais un jouet entre les mains de mon prof, même pas une partenaire !" Résultat des courses : "j'ai tout perdu : ma virginité, ma dignité et mes études". A.ND. a même failli se suicider. "J'ai quitté l'école à un trimestre du Bfem, mais, de toute façon, c'était l'exclusion, alors que mon bourreau a tranquillement continué son année scolaire, avant d'obtenir une permutation", souligne-t-elle d'un ton amer. Aujourd'hui, tant bien qu'elle, A. ND. veut refaire sa vie, mais elle est contrainte de traîner avec elle son passé de collégienne sexuellement active, en plus du boulet que représente un fils de 14 ans, sans papa...

"Provocations de filles précoces ou majeures..."

Au Cem Dahra 1, la sirène décrète la récréation. Les élèves, comme une volée de moineaux, s'égaillent dans la cour. Assis entre deux chaises, Dialo Diop, le Principal, suspendu au téléphone, n'a pas le temps de rester dans son bureau, affairé entre le bloc des surveillants et les classes. "Ces grossesses accidentelles sont un phénomène social récurrent que l'on trouve à tous les niveaux, croit-il savoir. Mais dans l'espace scolaire, ce sont des attitudes inacceptables, dans la mesure où cela prend une tournure dramatique, du fait de la position influente de l'enseignant." Enseignant expérimenté, à deux ans de la retraite, il souligne que "même s'il y a provocation de la part de filles précoces ou majeures dans beaucoup de cas, et parce qu'il y a un vrai décalage entre l'âge déclaré au civil et l'âge physique et mental, il est impardonnable qu'un enseignant descende aussi bas".

"Relations suspectes"

Les relations suspectes entre profs et

élèves sont une réalité, constate Ousmane Niane, surveillant général. Pire, elles sont devenues alarmantes du fait de plusieurs facteurs. Dont le moindre n'est pas "la précocité des jeunes filles". Grâce aux technologies de l'information et de la communication, "les filles sont très tôt assez informées sur leur corps et leur intimité. Les bribes d'informations qu'elles obtiennent de l'internet, en catimini, les poussent un peu à une imitation qui fait le lit des problèmes", fait remarquer Niane. Phénomène aggravant, selon lui, "l'éducation à la sexualité n'est plus prise en compte au niveau des familles." "Avant, les mamans et les tantes s'en occupaient bien. Aujourd'hui, cette éducation n'existe plus qui expose de fait les filles à ces grossesses non désirées." En plus, le système scolaire lui-même est vide de programmes spécifiques liés à l'éducation à la sexualité et pouvant aider les jeunes filles à se prémunir contre les dérapages qui les guettent, ajoute le surveillant général.

"Les professeurs concernés doivent être sévèrement sanctionnés et mutés"

Autre facteur explicatif avancé, la "proximité coupable" entre les deux groupes d'acteurs du drame ainsi établi. "Auparavant, il y avait une ligne de séparation entre le professeur et son élève, pour ne pas dire une barrière entourée de mythe, de respect et d'admiration", rappelle Ousmane Niane, un brin nostalgique. À présent, "la familiarité a tellement gagné du terrain qu'elle a encouragé les jeunes filles à avoir plus de liberté et d'audace, ce qui a lâché la bride à leurs enseignants." Ce "rapprochement" a été facilité par "le relâchement de la surveillance familiale elle-même due à l'effritement progressif de l'autorité parentale." En face, alors qu'ils étaient censés jouer les père-fouettards, les enseignants se sont fourvoyés dans une violation combinée de "de l'éthique, de la déontologie et de la législation scolaire", constate notre interlocuteur. Qui ne se prive pas de mettre en cause un "mode de recrutement" qui jure d'avec les intérêts fondamentaux des élèves et de l'école en général.

Confirmation auprès de Mme Ndiaye, une professeure d'espagnol trouvée dans la salle des profs. "À cet âge, ces jeunes filles devraient se préoccuper de leur avenir parce que l'éducation des jeunes filles est fondamentale". Elle ne mâche pas ses mots pour dénoncer "le comportement de certains enseignants qui vont engrosser leurs propres élèves. Les professeurs concernés doivent être sanctionnés sévèrement et mutés le plus rapidement possible. Les acteurs de l'éducation et l'État plus particulièrement doivent prendre à bras le corps ce problème", s'insurge-t-elle.



"Enseignants et élèves sont de la même génération"

Quand nous arrivons au Lycée moderne de Dahra, il est onze heures. C'est le calme plat propice aux études. Moussa Ndiaye, le Censeur, nous accueille dans son bureau. Féru d'informatique, il pianote sur son écran plat. Il se veut prudent. "Si cela s'avère, ça veut dire qu'on a atteint des proportions extraordinairement regrettables. Il faut le déplorer", dit-il. Pour lui, les causes de ce phénomène sont multiples. D'ordre socio-économique, d'abord. "Beaucoup d'élèves nous viennent de la périphérie. En ville, elles ont d'énormes besoins en voulant se mettre à la mode. Ainsi de sollicitation en sollicitation, elles deviennent très vulnérables", analyse le censeur. Puis, se pose un problème de mentalité. "Moi, j'entends souvent les garçons employer les termes tels que "come on town", etc.", s'exclame cet ancien professeur d'anglais. "Pour dire que lorsqu'on vient de la campagne ou du monde rural, on a tendance à vouloir incarner certaines valeurs sur le tard. Mais sans s'en rendre compte, on glisse et à partir du moment où on a commencé à réaliser ce qu'on a fait, c'est déjà trop tard".

Ensuite, la faute à l'environnement scolaire actuel. "Enseignants et élèves sont de la même génération. Ce sont des gens qui se rencontrent sur les terrains de sport, dans les clubs, dans les soirées, etc. Il n'y a pas un écart énorme entre leurs âges. Aussi se retrouvent-ils dans ces parties de plaisir..." A ce niveau, c'est "la psychopédagogie" frappée de "négligence" qui est mise en accusation lors du "recrutement". "Vous voyez un jeune fauché, habitué à la vie du campus universitaire. Dès qu'il est recruté, il a aussitôt les moyens de ses envies. Il poursuit son mode de vie estudiantin. Le résultat ne peut qu'être scandaleux, surtout pour la fille", souligne le censeur du lycée moderne de Dahra.

"Les filles discriminées"

Fustigeant l'absence de réaction appropriée, Moussa Ndiaye s'insurge contre "ces choses extraordinaires (qui) se passent dans l'espace scolaire. Tout le monde croise les bras", alors qu'il y a urgence à "combattre ce phénomène. Il y va de la responsabilité

de l'État", rappelle-t-il. Les pouvoirs publics sont d'autant plus co-responsables de cette épidémie de grossesses en milieu scolaire que "aucun règlement intérieur n'est précis sur la nature des sanctions à infliger aux enseignants et professeurs coupables de turpitudes." Ce qui sécrète de l'injustice quelque part. "Au collège, on interdit l'accès des cours aux filles qui sont tombées enceintes. C'est discriminatoire", dénonce-t-il. "Quand il y a grossesse non désirée du fait d'un homme dans l'établissement, c'est la fille, simple victime, qui est sanctionnée, doublement d'ailleurs. L'État doit prévoir quelque chose à ce niveau."

"Des parents irresponsables"

Mais pas seulement, note Dialo Diop, Principal du CEM Dahra 1. "C'est aux parents de prendre leurs responsabilités. Qu'ils éduquent leurs enfants, dès le bas âge, en leur inculquant les bases des enseignements religieux ! Qu'ils assument l'éducation sexuelle des adolescents, notamment des filles", recommande-t-il. Scandalisé, il s'en prend aux auteurs de troubles masculins. Contre qui "il faut sévir. Quelles que soient les raisons, l'enseignant est là pour apporter une éducation et un savoir aux apprenants. Quand on n'a pas la fibre enseignante, il faut chercher ailleurs", assène-t-il à l'endroit de ses collègues.

Le censeur Moussa Ndiaye le rejoint sur ce plan. "La responsabilité des parents est écrasante car tout part de l'éducation de base." Puis, c'est l'indignation : "regardez l'habillement de nos filles, c'est tout à fait déplorable. Dans la rue, vous êtes même poussés à croire que les filles ne viennent pas de leurs propres domiciles, au vu et su de leurs parents, frères et autres sœurs", s'exclame-t-il.

L'enseignant et la parabole du mouton

Philosophe, Moussa Ndiaye fait remarquer à propos de l'enseignant ou du professeur. "Il n'est pas un mouton, quand même ! Il lui faut s'interroger sur la nature de l'herbe qu'il doit brouter. Et il doit savoir qu'il ne peut tout brouter sur son passage. S'il a des intentions nobles, il passe par le mariage légal. Le fait de tout brouter est une irresponsabilité caractérisée. C'est une synergie d'efforts qu'il nous faut pour combattre ce désastre", martèle-t-il. Il n'est pas certain que ces mots de bon sens plaisent à un autre Principal de collège de la localité. La cinquantaine, les dents rougies par la cola, cet homme apporte son grain de sel dans le débat. "Moi, en tant que professeur, j'entretenais des relations amoureuses avec mes élèves, c'est pourquoi je ne jeterai pas la pierre à mes jeunes cadets." Et lorsqu'on lui rapporte l'image du censeur Ndiaye, il rétorque après quelques tierces de réflexion : "vous savez, le mouton ne broute également que là où il est attaché", indique-t-il, perfide. Dans l'anonymat, bien sûr ! ■



EN PRIVÉ AVEC... NAFISSATOU DIA DIOUF, ÉCRIVAINNE

“Je ne suis pas pour la parité aveugle”

Auteure de plusieurs ouvrages dans différents genres littéraires, Nafissatou Dia Diouf continue de garnir sa page des lettres au Sénégal. Même du haut de l'immeuble qui abrite son bureau à la Sonatel, dont elle est chef du département communication institutionnelle et RSE service presse et relations publiques, l'auteure de “Retour d'un si long exil” est en symbiose avec sa muse. Elle raconte sa folle passion pour l'écriture à *EnQuête*.



■ PAR ALMAMI CAMARA

Quelle jeune fille étiez-vous ?

J'étais une jeune fille sans problème. Plutôt sage et calme. J'ai grandi dans une famille unie où l'on était proches les uns et les autres. Ce n'est pas une grande famille, juste deux enfants, mon frère et moi. Avec une différence d'âge de deux ans, on est donc de la même génération. Rien de particulier : papa et maman, la famille élargie avec une partie de mes origines au Mali où mon père est né. De temps en temps, je m'y rendais. On a profité de ce brassage linguistique et culturel enrichissant. Mon cursus scolaire a été normal. Je me rends compte rétrospectivement que je n'ai jamais redoublé une classe, de la maternelle au 3ème cycle. Par contre, on a très tôt découvert que j'avais un profil littéraire. Depuis l'école primaire, j'étais bonne en français. Au collège comme au lycée, j'étais très bonne en langues, en philosophie mais nulle en maths

et en physique. J'étais la meilleure de ma classe en littérature. Ce qui est étonnant, c'est quand j'ai commencé le second cycle, je faisais l'économie ; et c'est une matière qui me plaisait beaucoup mais les chiffres m'ont rebutée. En résumé, je peux juste retenir que j'ai suivi un cursus normal.

Dans quel genre littéraire avez-vous commencé à écrire ?

C'est un poème que j'avais écrit pour ma grand-mère à l'âge de huit ans. Je regrette de n'avoir pas gardé le texte. C'est véritablement mon premier acte d'écriture. J'ai baigné très tôt dans un environnement propice avec une mère enseignante et des livres partout à la maison. Quand on rajoute à cela une petite fille avec beaucoup d'imagination... ça donne une graine d'écrivain !

Dans quelle matière enseignait votre mère ?

Ma mère était professeur d'espagnol mais s'intéressait aussi au

français, au portugais, à l'anglais, etc. En outre, elle faisait partie d'un club de lecture que j'ai intégré par la suite. Ses amies venaient à la maison pour parler de livres, d'auteurs, de concepts et j'ai grandi avec ça. Je n'ai pas commencé à écrire avec l'idée d'être écrivain. Quand on commet un acte d'écriture, on définit les choses mais pas soi-même. C'est une prise de conscience que j'ai eue plus tard, progressivement, car j'écrivais beaucoup. Comme une révélation d'une certaine vocation.

A quelle âge votre première œuvre a-t-elle été publiée ?

Je devais être âgée d'une vingtaine d'années pour mon premier texte publié dans le magazine Amina où j'ai écrit plusieurs nouvelles. “Retour d'un si long exil”, édité aux NEAS, est mon premier recueil de nouvelles qui a été publié

Je pense que quand on est attiré par la chose littéraire, on a envie de goûter à tout.

en 2001. J'avais vingt cinq ans. La première récompense que j'ai reçue avant cette publication, c'est le Prix du jeune écrivain francophone à Toulouse (France) en 1999. Ce concours s'est poursuivi par l'édition d'un recueil de nouvelles de tous les lauréats publié chez Gallimard. Donc, c'était très encourageant et un signal assez fort pour une jeune auteure.

Est-ce que vous-vous identifiez à un genre littéraire particulier ?

Non. Je ne veux pas qu'on m'enferme en me catégorisant sur un genre quelconque. Je pense que quand on est attiré par la chose littéraire, on a envie de goûter à tout. Chaque genre littéraire est une découverte pour moi. Il est vrai que les textes courts sont ma prédilection, car c'est lié à mon mode de vie et que écrire des œuvres de longue haleine me prennent plus de temps mais le plaisir est le même. Alors, je continue à toucher à tout : roman, chroniques journalistiques, poésie, littérature de jeunesse. Je n'ai pas encore touché au théâtre et les scénarii malgré les propositions. Par définition, j'aimerais écrire dans tous les genres. Pour moi, la littérature s'entend de façon globale.

Est-ce que vos nouvelles sont inspirées de votre vie ?

Très peu (Rires). J'ai très peu de choses à raconter dans ma vie propre.

Ce n'est pas un journal intime ?

Pas du tout. Les poèmes peuvent aborder des sujets assez intimes ou choses vécues parce que la poésie fait appel par définition aux émotions et à l'affect. D'ailleurs, j'ai beaucoup de mal à surmonter une certaine pudeur et à publier mes poèmes.

De quoi avez-vous peur ?

C'est personnel. Effectivement, la poésie a un côté intime, mais on

se rend vite compte que ce sont des sentiments universels. Mes sources d'inspiration peuvent parler à n'importe lequel de mes contemporains : l'amour, la guerre, les injustices, la femme...

Êtes-vous une militante féministe ?

Je ne sais pas ce que revêt la définition féministe. Je comprends bien le concept mais je ne sais pas comment me situer dedans, parce que, moi, j'estime juste être contre les inégalités, quelles qu'elles soient. Il y a des choses que la société trouve normales pour la femme que je n'approuve pas. C'est ce que j'aborde dans mes écrits : de la place de la femme dans la société, de sa vulnérabilité, des inégalités sociales, de la polygamie telle que vécue, etc. Mais je ne milite pas pour le féminisme du type parité aveugle parce que je

fier d'être considérée comme un modèle, aux côtés de tant de femmes inspirantes dans tous les domaines de la vie.

Quelle est votre position face aux violences conjugales ?

J'ai tantôt clarifié mon point de vue sur les inégalités. Pour moi, c'est tolérance zéro pour les violences conjugales. Goor baxna, jiggen baxna (l'homme et la femme sont d'égal dignité). Il n'y a pas de raison que l'un ait le dessus sur l'autre. Dans un couple, une famille, il faut de la discussion et du consensus pour prendre les bonnes décisions pour nos enfants et pour la bonne marche de la famille. Je suis définitivement contre toutes les formes de violence.

Que pensez-vous de la pratique de l'excision qui persiste dans certaines localités africaines malgré de vastes campagnes de sensibilisation ?

Vous savez que je ne peux pas être pour l'excision. Je ne milite pas spécifiquement contre mais je suis totalement opposée à cette pratique et j'ai bon espoir que ça va changer. On ne se rend compte que rétrospectivement de l'immense traumatisme que l'excision cause aux petites filles et des séquelles que cela peut avoir sur leur vie. Il est difficile de changer les traditions surtout pour certaines cultures. J'espère qu'un jour l'excision sera complètement éradiquée de nos sociétés africaines. Il faut en appeler au changement des mentalités et à la responsabilité des parents.

Vous venez de publier votre dernier ouvrage, quel est l'essence du concept Sociobiz ?

Sociobiz, c'est un recueil de chroniques parues dans le magazine économique “Réussir”. Le concept de départ était de questionner le rapport des Sénégalais à l'entreprise et à l'économie. Comme j'aime bien sortir du cadre, j'ai vite débordé sur les problématiques sociales ou liées à la politique et le public a apprécié. Ces dix huit derniers mois, par exemple, où le pays a été pris en otage par la politique, je me suis beaucoup indignée, amusée, révoltée, bref, le terrain était favorable pour que la citoyenne que je suis parle et écrive sur sa société. Sociobiz en général parle de nous, de la société sénégalaise, de manière légère mais mordante, en insistant parfois sur les choses qui ne vont pas et qu'il nous faut améliorer.

Êtes-vous propriétaire de la librairie Athéna ?

(Rires) Je ne suis pas la propriétaire de la librairie Athéna. Lina Husseini, la fondatrice, a pris la décision de se mettre en retrait. Elle a donc voulu la confier à des amis qui évoluent dans le domaine du livre, en qui elle a confiance. Elle a pensé à Felwine Sarr, Boubacar Boris Diop et moi en nous disant : “Je ne serai pas loin mais j'ai besoin de personnes qui donneront un nouveau souffle à la librairie.” Et on a accepté cette proposition. Je ne suis pas la propriétaire mais disons que je suis actionnaire. ■

MOTS FLÉCHÉS • N°655(FORCE 3)

FAIRE ÉCHOUER	CRIS DE DOULEUR	À CE POINT	NON AVANTEUR	NOUVEAU	LAC AUX USA
CHANGER	DIVINITÉ	CRÉATURE DE LÉGENDE	ARRACHE LES POILS	BJUT DO	
				ASTICOT	
DÉVENTE			ROMAN POLICIER		
AUXILIARIS DOUAGUE			TEMPS ÉCOULE		
		MÈCHE FOLLE		OPÈRE	
		SÉLECTION		ASSURER LA DÉFENSE	
PÉRIODE DE MONTE			ALERTE		
MOT DE NÉGATION			DÉFAITE		
	DISCRET				
	CITÉ DE CARNAVAL				TRIMAU DUR
OUTILS DE LEVAGE			NE DES CÔTES LA VÉRITÉ		
PAS TRISTE			FONDS DE BOUTELLES		
		APPELE		PLUS FAVORIS QUE VOUS	
		ORIGINE		PAYS DE CUBIK	
BELLE FLEUR			VELLE FUREUR		DIX DIZAINES
CEPENDANT			EMULVA		
	D'UN BRUN JAUNE			PAS LA	
	S'EMPRE			EXTRÊMEMENT	
MONNAIE ANCIENNE			CORPS CÉLESTE		
FEUILLES DE PROPAGANDE			AVEC EXCÈS		TASSÉS
				DONNE EN RETOUR	
				LOCALISÉE DANS L'ACTE	
ELLE PRÉVOIT LE TEMPS	PARTIE DE TEXTE			POSSÈSSIF PORTAICI	
	DIFFUSÉ SUR LES ONDES			BORGNEUR QUI HÉBERGE	
			RELIGION DES MUSULMANS		
			CONFÈRES		
PROPULSÉ		MAMELLE DE VACHE		OISEAU DE FEMME	
PLUS MAUVAIS		DANS		ARTICLE D'UN COPPINI	
			OU TIENT DU CHAT		
ENTRER				PETITES SURFACES	

horoscope

Bélier

Vous pourriez vous lancer dans un projet financier qui pourrait coûter cher. La prudence est recommandée si vous voulez aboutir. Votre bon sens en affaires vous permettra-t-il de palier à certaines incertitudes ? Prévoyez d'éventuels nouveaux financements bien adaptés.

Taureau

La chance en affaires vous sourit. Vous serez tout à fait capable de bien gérer vos relations avec vos amis et collègues. Alors, ne refusez pas la chance d'une prochaine invitation que ce soit pour une soirée, un dîner ou une promenade entre amis.

Gémeaux

Il est inutile de ruminer les récents événements malheureux. Le passé est le passé. Vous allez faire de nouvelles connaissances très agréables. Faites attention car vous risquez encore de les manquer surtout si vous continuez à ressasser vos vieux souvenirs.

Cancer

Vous pourriez tenir sans trop de difficultés tous les engagements que vous avez pourtant pris avec un peu de précipitation. Vous aurez vous-même l'agréable surprise de vous rendre compte que l'on n'avait pas de doute très sérieux sur vos réelles possibilités de réussite.

Lion

Vous allez pouvoir résoudre rapidement un problème qui vous mobilise un peu trop. Vous aurez l'agréable surprise de vous rendre compte que vos inquiétudes ne servaient à rien. Vous aurez l'impression très nette que rien ne vous résiste. Profitez-en.

Vierge

La forme physique va vous sourire. Revenez sur certaines décisions hâtives que vous avez prises. Attention un excès d'efforts peut nuire à votre santé. Tous les espoirs vous seront permis si vous savez garder cette grande forme. Agissez avec tranquillité et discernement.

Balance

Vous éprouverez le désir de vous transformer. Vous rechercherez une plus grande stabilité dans vos sentiments. Cela représente un moment important et décisif de votre vie. Surtout ne précipitez rien encore car vous pourriez finir par faire fuir l'être aimé.

Scorpion

Vous allez connaître la chance de pouvoir vous débarrasser de préoccupations personnelles et de vos soucis. Vous pourrez vous donner à fond et vous concentrer sur un objectif que vous cherchez à atteindre depuis longtemps. Les choses progressent à votre guise.

Sagittaire

Vous aurez la grande forme physique et aurez ainsi toutes les armes pour résoudre une situation qui ne vous satisfaisait pas ou qui perdurait sans évoluer. Vous méritez mieux que ça dans la vie. Mettez en valeur vos qualités personnelles qui sont uniques.

Capricorne

Le moral sera bon, mais il faut le préserver. Attachez vous à agir de façon positive. Dans certaines circonstances une attitude déterminée est primordiale. C'est capital de montrer que vous ne redoutez pas de vous mesurer à ceux que vous redoutez. On vous craindra.

Verseau

Vous vous empêchez inutilement de goûter aux joies qui vous sont offertes ce qui vous empêche d'être parfaitement heureux. Ne soyez pas aussi méfiant envers les sentiments sincères que l'on vous manifeste. Une plus grande confiance en vous serait profitable à tous.

Poissons

On va vous surprendre agréablement. Une personne que vous connaissez bien vous fera une nouvelle proposition que vous serez tenté d'accepter. Vous retrouvez goût à la vie à l'annonce de cette heureuse information. Cela pourrait transformer radicalement votre vie.

Solutions

MOT FLÉCHÉ N°652

C	C	E	D	C						
C	A	T	A	S	T	R	O	P	H	E
R	A	P	A	C	E	R	A	P		
M	A	T	O	U	E	M	E	R	I	
P	E	R	C	E	R	A	R	E		
S	A	A	I	X	T	O	U	R		
C	O	L	S	P	A	P	E			
C	E	P	S	P	A	E	S	T		
A	T	E	L	I	E	R				
P	O	L	I	E	N	V	A	H	I	
R	E	C	T	O	E	T	E	S		
N	E	S	O	N	O	U	T			
I	N	M	A	N	O	I	R			
P	L	A	T	E	S	B	R	E	F	
L	I	E	M	A	I	E	U	R		
C	E	N	T	I	E	M	E	S	I	
S	E	U	L	E	T	R	E	S		

MOT FLÉCHÉ N°653

B	P	N	M	I					
P	I	P	E	L	I	N	E	O	K
M	A	R	E	E	T	A	L	E	
P	E	P	I	T	E	S	S	I	R
S	A	C	U	S	A	S	M		
S	T	Y	L	E	E	R	A	P	E
R	E	I	N	P	A	I	R	S	
R	I	T	A	P	A	N	O	S	
E	R	E	O	F	F	I	C	E	
C	L	E	R	G	E	O	S	E	
M	A	I	S	O	N	S	T		
C	A	P	F	I	C	T	I	V	E
B	O	U	L	E	T	L	E	S	
B	O	R	N	E	A	M	E	R	
U	T	R	A	V	I	B	A		
O	T	E	S	R	E	S	S	A	C
I	S	E	U	T	A	I	L	E	

SUDOKU N°435

7	8	5	6	3	9	4	2	1
1	6	2	4	8	5	7	3	9
3	4	9	2	1	7	5	6	8
8	1	3	9	5	4	6	7	2
9	5	7	3	6	2	1	8	4
6	2	4	1	7	8	9	5	3
2	9	8	7	4	6	3	1	5
5	3	6	8	9	1	2	4	7
4	7	1	5	2	3	8	9	6

MOTS MELÉS • 425

Erreur ridicule
PERLE

MOT MÉLÉ EXPRESS N°113

BUVEUR	SARI	S O U F R E S
CAHIER	SEPARÉ	E T N I E T E
COMBLE	SEXUEL	X R E A T I P
DIVERS	SOUFRE	U U L S C R A
DOUTER	TEINTE	E E B C A A R
FIASCO	VECU	L V M D H Y E
OURLE	VIABLE	B U O U I U T
PITA		A B C H E R U
RAYURE		I E A L R E O
		V S H E V I D
A N O C N A R	ABRUPT	LIEE
B I E E I L E	CARMIN	RANCON
R M R E M R C	CHEMIN	SAUF
U R D V E E N	CONNUE	SAUVÉE
P A R U H X A	DECRET	SOFA
T C O A C H I	EXHUME	TORDRE
A L T S A U F	FIANCE	
F R I A P M I	FLOUER	
O T E R C E D	IMPAIR	
S G O N N U E		

IRAN - NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Rohani, réformateur sous tutelle



SARA DANIEL (NOUVEL OBSERVATEUR)

À la veille du scrutin, des sondages effectués par le ministère de l'intérieur savaient que les deux candidats réformateurs, Hassan Rohani et Aref étaient en tête. Le Guide savait donc qu'il y avait une bonne chance que celui qui resterait dans la course soit élu. Rappelons que s'il a écarté Hachémi Rafsandjani, sans parler de l'ex président réformateur Khatami dont on ne pouvait prononcer le nom, ou encore les ex candidats à l'élection présidentielle, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, toujours en résidence surveillée, il a "choisi" de laisser Hassan Rohani se présenter. Le guide

s'entend bien avec ce conservateur modéré, apparatchik de la république islamique qui n'a jamais contesté son pouvoir. Il n'a pas été tenté d'altérer le cours des élections puisque cette fois, il a soigneusement choisi les "candidats réformateurs". Le coup de force du régime a eu lieu au cours de la sélection des candidats, pas au cours du vote. De plus, la victoire d'un candidat qui a la faveur de la jeunesse réformatrice lui permet de faire rentrer celle-ci dans le giron idéologique de la république islamique. C'est un sursis pour le régime qui depuis les élections contestées de juin 2009 traverse une grave crise politique (1). Enfin la république islamique n'a plus les moyens écono-

miques de son intransigeance dans le dossier nucléaire.

Avec un taux de chômage estimé entre 20 à 30%, une dévaluation de 80% du Rial, sa monnaie, l'Iran accuse durement le coup des sanctions internationales. Les exportations de pétrole, source majeure de revenus, ont chuté de 40% en 2012. Mis au ban du système bancaire international, Téhéran ne peut plus rapatrier ses pétrodollars, évalués à 5 milliards de dollars par mois. Or Rohani est le candidat qui pendant la campagne s'est montré le plus prêt à un changement d'attitude vis à vis de la communauté internationale.

Pourquoi le guide suprême a-t-il pris le risque de laisser élire le candidat Hassan Rohani à la tête du pays ?

Bien sûr. La jeunesse réformatrice en a fait son champion sans illusions mais elle espère au moins qu'il pourra faire libérer Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, les candidats réformateurs des précédentes élections. Elle veut aussi croire le nouveau président sur parole lorsqu'il a promis que les jeunes filles n'auraient plus rien à craindre des milices des mœurs des bassidjis. Mais Rohani, baptisé "Cheick de l'espoir" par la jeunesse, n'a jamais franchi une des lignes rouges du régime. Il va donc devoir livrer un numéro d'équilibriste entre

les pressions exercées par ses électeurs et celles du Guide. Rappelons aussi que c'est sous la présidence du réformateur Khatami que les manifestations estudiantines de 1999 ont été réprimées dans le sang. D'autre part, Rohani, malgré son surnom de "mollah diplomate", n'est pas l'homme de compromis que l'on croit sur le dossier nucléaire. N'a-t-il pas déjà déclaré qu'il était contre l'arrêt de l'enrichissement de l'uranium ? Le président sortant Ahmadinejad a d'ailleurs rappelé pendant la campagne qu'il n'avait aucune latitude sur ce dossier entièrement entre les mains du Guide.

Champion de l'intransigeance, celui-ci a déclaré la semaine dernière au cours de la cérémonie d'anniversaire de la mort de Khomeiny que "certains pensent que nous devons faire des concessions sur la question nucléaire à nos ennemis pour apaiser leur colère... Ils ont tort !" Pendant ce temps, le président en exercice se félicitait des progrès de la construction d'un réacteur à eau lourde, utilisant de l'uranium comme combustible à la centrale d'Arak, qui à l'entendre serait opérationnelle début 2014. Une percée qui si elle était avérée mettrait l'Iran au rang des nations pouvant produire du plutonium et donc une bombe nucléaire. Et certains analystes pessimistes de conclure que l'élection du modéré Rohani à la présidence de la république islamique permet à celle-ci de gagner du temps dans sa course à l'obtention de la bombe. ■

ESPIONNAGE - CONVERSATIONS SUR LE WEB ET LES SMARTPHONES Tous surveillés, tous écoutés, tous fichés

Pour tous ceux qui, depuis des années, dénoncent les risques de violation de la vie privée par les écoutes à grande échelle des officines nationales de sécurité, Ed Snowden est un héros. Cet Américain de 29 ans, employé de l'agence américaine de sécurité nationale (NSA), a décidé de révéler au grand jour ce que certains initiés savaient déjà ; Il a fourni des documents top secrets au Guardian et au Washington Post. La NSA est capable d'intercepter absolument toutes les communications dans le monde entier. Mails, coups de téléphones, tweets, messages sur facebook... Tout est scruté, analysé et évalué par de super-ordinateurs ! Ed Snowden était l'une des petites mains du système. " Si je veux voir vos e-mails ou le téléphone de votre femme, je n'ai qu'à utiliser des interceptions ; je peux avoir vos mots de passe, relevés de téléphone, cartes de crédit ", déclarait-il avant de s'enfuir. Recherché par les États-Unis qui le considèrent comme un traître, se cache à Hong-Kong d'où il promet de nouvelles révélations : "Ceux qui pensent que j'ai commis une erreur en choisissant de me rendre à Hong Kong ne comprennent pas mes intentions. Je ne suis pas ici pour fuir la justice, mais pour révéler des faits répréhensibles", soutenait-il il y a encore quelques heures.

Les activités de surveillance de la NSA ne constituent pas une surprise mais on découvre aujourd'hui à quelle échelle elles sont menées. Le débat est ouvert sur l'encadrement législatif de ces activités d'espionnage. Les actions de la NSA mais aussi une partie du cadre légal dans lequel elles sont opérées sont couvertes par le secret absolu.

Pas de supervision judiciaire
Le problème, c'est l'absence de supervision judiciaire. Les programmes de surveillance américains ont été renforcés par George Bush puis encore intensifiés par Barack Obama dans un monde de plus en plus dangereux.

La guerre mondiale contre le terrorisme nécessite des écoutes toujours plus pointues. Les ordinateurs de la NSA doivent être capables de dépister des conversations suspectes à l'autre bout de la planète. L'autre danger, c'est l'espionnage économique. À ce petit jeu, Américains et Chinois sont lancés dans une course de vitesse.

La France n'est pas épargnée, évidemment. Jérémie Zimmermann, fondateur de la Quadrature du net, explique que "les officines françaises bénéficient elles aussi de pouvoirs dérogeant au droit commun".

Avant le système " Prism ", révélé par Ed Snowden, existait le " réseau Echelon ", nom de code qui désignait le système mondial élaboré par les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Aujourd'hui, la plupart des citoyens ont leurs données centralisées sur Google, Facebook, Apple, c'est-à-dire au sein de grandes sociétés américaines facilement contrôlées par la NSA. Big Brother vous regarde... ■

LEPROGRES.FR

FUITES A LA NSA - EDWARD SNOWDEN

"La vérité est en marche et ne pourra pas être arrêtée"

La vérité est en marche et ne pourra pas être arrêtée", a déclaré lundi Edward Snowden (photo), responsable des fuites sur les programmes américains de surveillance d'internet, qui a également nié fermement être un espion chinois.

Le jeune homme de 29 ans, réfugié depuis le 20 mai à Hong Kong, a jugé que les accusations faisant de lui un espion chinois constituaient "une attaque prévisible" : "Je l'avais anticipée avant de sortir de l'ombre", a déclaré l'ex-consultant de l'Agence de sécurité nationale (NSA) lors d'un échange en direct avec des internautes sur le site du quotidien britannique Guardian.

"Posez-vous la question: si j'étais un espion chinois, pourquoi n'aurais-je pas fui directement à Pékin ?", a-t-il poursuivi. "Je n'ai aucun contact avec le gouvernement chinois. (...) Je ne travaille qu'avec des journalistes", a encore insisté Edward Snowden.

Dans une interview diffusée dimanche par la chaîne Fox News, l'ancien vice-président américain Dick Cheney avait fait part de sa "pro-

fonde suspicion" suscitée par la fuite de Snowden en Chine - ce qu'a nié Pékin également. "Être désigné comme un traître par Dick Cheney est le plus grand honneur qu'on puisse faire à un Américain", a encore déclaré Edward Snowden, assurant que l'ancien vice-président de George W. Bush avait participé à la mise en place des systèmes de surveillance des communications. "S'il y avait eu des cours pour apprendre à devenir le type de citoyen qui inquiète Dick Cheney, j'aurais sûrement terminé le lycée", a également lancé Edward Snowden, qui n'a pas terminé son cursus secondaire.

"Être désigné traître par Cheney, quel honneur !"

"Le gouvernement américain ne pourra pas étouffer (cette affaire) en m'emprisonnant ou en me tuant. La vérité est en marche et ne pourra pas être arrêtée", a par ailleurs ajouté Edward Snowden.

Interrogé sur les raisons qui l'ont poussé à fuir vers Hong Kong avant la publication des documents qu'il a révélés, il a expliqué qu'il pensait



qu'il ne serait pas jugé de manière équitable aux États-Unis.

"Le gouvernement américain, comme il l'a déjà fait dans le cas d'autres lanceurs d'alerte+, a immédiatement et de manière prévisible interdit toute possibilité d'un procès juste dans mon pays en me déclarant publiquement coupable de trahison", a-t-il écrit.

"Quitter les États-Unis représentait un énorme risque, puisque les employés de la NSA doivent déclarer tout voyage à l'étranger 30 jours à l'avance et sont surveillés", a-t-il précisé. "Il me fallait me rendre, sans

réserve préalable, dans un pays au cadre culturel et juridique me permettant de travailler sans être immédiatement détenu", a-t-il expliqué.

Edward Snowden a enfin promis de donner de plus amples détails sur la manière dont la NSA peut avoir un "accès direct" à des données privées sur internet. "Plus de détails sur le caractère direct des accès de la NSA (à ces données) vont venir", a-t-il déclaré, en assurant que les agents américains avaient accès à des emails ou des historiques de navigation sur internet privés. ■

LEPARISIEN.FR

Le Président Macky Sall veut-il gouverner sans contre-pouvoir ?



Quand on met la charrue avant les bœufs, les conséquences nous attendent toujours devant. Dès son accession à la magistrature suprême, le Président a préféré ignorer la refondation des institutions et l'application de la Charte de Bonne Gouvernance; pour se focaliser sur les biens mal acquis et sur les nominations (partage du gâteau).

Le constat est là, les Sénégalais s'impatientent de plus en plus, ne voyant toujours pas les fruits de son fameux "Yoonu Yokute". Ce dernier qui loin d'être un projet de société pour le développement du pays, n'est rien d'autre qu'un résumé de

plusieurs souhaits. D'ailleurs aucun des membres de BBY signataires des Assises Nationales, n'en fait l'éloge.

De plus en plus le Président Macky Sall réaffirme et renforce davantage ses stratégies pour instaurer un régime présidentiel fort.

Pour ce faire, il ne cesse de balayer sur son passage tout ce qui peut incarner devant lui un contre-pouvoir et cela constitue un véritable danger pour notre démocratie; souvenons nous du syndrome Malien...

Pour atteindre son objectif, le Président procède étape par étape :

• **Débaucher** les sentinelles de la

République les plus virulents en les nommant à des postes remplis de privilèges, pour leur faire taire.

• **Canaliser** l'Assemblée Nationale par une tactique politique : comment le Président peut-il confier la commission sur les réformes institutionnelles au Président Amadou Makhtar Mbow au moment où les députés débattent sur la durée du mandat du Président de l'Assemblée Nationale.

• **Orienter** la justice, pour preuve : combien de fois Mme le Ministre de la Justice s'est référée au Chef de l'Etat pour justifier certaines maladresses.

• **Menacer** certaines organisations de droits humains, qui osent dire tout haut ce que d'autres pensent tout bas. Exemple le cas d'Amnesty International Sénégal. Quelle maladresse pour notre Etat qui se permette de saisir Amnesty International Londres afin de réfuter des vérités indéniables concernant des violations de droits de l'homme; que faisons-nous de la continuité de l'Etat ?

• **Harceler l'opposition** : interdiction de marches (que faisons-nous des articles 8 et 10 de notre constitution ?) ou encore brandir "l'offense au Chef de l'Etat". Oui, nous devons respecter le Président de la République mais comment pouvons-nous sacrifier le Président de

la République en sa qualité d'Institution quand lui-même se confond à un chef de parti lorsqu'il le désire ?

• **Apeurer la Presse** : menace de fermeture de groupes de presse comme pour pointer une épée de Damoclès aux autres organes qui oseront critiquer ouvertement le régime actuel.

Tâtonnements ou cacophonies, voilà ce que le gouvernement actuel nous montre au quotidien à la place des ruptures promises avant les dernières élections présidentielles.

Parmi les grandes ruptures attendues nous pouvons citer : la Bonne gouvernance, l'Ethique, la sobriété, la Transparence, la fin de l'Impunité, la Promotion des bonnes valeurs, la baisse du coût de la vie par la création de richesses et non par des subventions temporaires aux denrées de premières nécessités.

A la place de ces ruptures, voici ce que le gouvernement de Macky Sall nous offre : des marchés de gré à gré, un bras de fer avec les enseignants, des conseils de ministres délocalisés avec un coût exorbitant cachant une campagne déguisée pour les prochaines locales, une pléthore de conseillers à la présidence avec rang de ministres, la promotion de la lutte à la place de l'éducation aux valeurs, une montée dangereuse de l'insécurité, un flou total sur le recouvrement de l'argent des biens mal acquis, un flou total sur l'utilisation de l'argent récolté lors des inondations, un flou total

sur l'économie faite sur la suppression du Sénat, un silence total sur les audits effectués par le régime précédent (où sont les coupables ? ou c'est plutôt la continuité de l'Etat en matière d'impunité), des nominations arbitraires (amis, parents, frères de parti ou de coalitions de partis...) à la place d'hommes et de femmes compétents, imbus de valeurs morales, ayant le sens de l'Etat, de la justice et de l'équité.

Voilà pourquoi les populations doivent se mobiliser derrière les citoyens responsables (M23, Forum Civil, Sénégalais lambda engagé, la Presse...) qui essaient d'incarner plus ou moins un contre-pouvoir, que le Président a l'intention de phagocyter.

Nous sommes à l'ère de la démocratie participative. Par conséquent, un régime présidentiel fort en Afrique est le plus souvent synonyme de monarchie déguisée. Alors, soyons tous vigilants car nous ne devons plus permettre dans ce pays un régime totalitaire qui risque de compromettre l'avenir de nos enfants.

Encore une fois la transparence dans la conduite des affaires publiques implique l'information claire des citoyens sur l'action gouvernementale et que l'Etat a l'obligation de rendre compte à temps et non pas seulement quand il le désire. ■

DENIS NDOUR, AIUSA
AMNESTY INTERNATIONAL USA
denisndour@hotmail.com

FACE A LA COMEDIE POLITIQUE AMBIANTE

Quel combat pour le peuple ?

Le peuple sénégalais est septique. Il a le sentiment d'être tenu à l'écart, de ne pouvoir se faire entendre qu'une fois tous les cinq ou sept ans. Il faut réhabiliter la politique. Une politique basée sur une éducation, sur des convictions et des valeurs. Sur une formation citoyenne des populations pour qu'elles puissent participer à la vie politique du Pays, en tout cas de s'y intéresser et de la comprendre.

Pour un citoyen doué moyennement de bon sens, le jeu politique actuel, avec ses éclats artificiels, ses représentations aseptisées, et ses ambiguïtés, est strictement réservé à quelques professionnels du machiavélisme. Les citoyens sénégalais ne peuvent plus effectuer le juste partage entre les mythes et le quotidien, le réel et l'imaginaire, le présent et le futur. Ils sont nourris de fantasmes grâce auxquels leurs dirigeants pensent agrémenter leur politique spectacle.

Au deuxième tour de l'élection présidentielle, nous savions parfaitement que le peuple ne pouvait se soustraire à l'épreuve du choix cor-

nélien en optant de porter au pouvoir une partie d'une même famille politique. En l'an 2000, le peuple a vécu avec amertume, regrets et déceptions le "TOUS CONTRE DIOUF" qui nous a produit "WADE". Douze ans après, "LE TOUS CONTRE WADE" avec les mêmes animateurs, les mêmes acteurs, et le même discours, ne peut que nous produire une situation parfaitement similaire. Sinon pire.

L'opinion publique est convaincue que "l'alternance prolongée" ne changera pas fondamentalement et positivement sa vie. Comme on le sait, le changement que l'on nous promet représente le type de ces ambiguïtés avec lesquelles le peuple est plongé dans la confusion. Le mot figure comme un leitmotiv obligé dans tous les discours. Sa musique est harmonieuse, mais son contenu effrayant. Il a beaucoup servi. Mais chacun peut deviner aisément que le changement n'est pas synonyme de progrès et de développement. Il peut signifier parfois échec ou déclin.

Pendant que le peuple aspire à un changement radical de sa condition d'existence, les dirigeants

ne lui servent qu'un changement d'équipe et d'hommes qui ont tous la même vision, la philosophie, les mêmes manières de faire... Depuis quelque temps, le peuple est soumis à un mouvement tourbillonnant d'alliances et d'hostilités, d'obsessions et de séductions. Mouvement d'autant plus déstabilisateur que ce peuple est totalement noyé dans une marre d'anti valeurs sociales, et envahi par les pourritures politiques appelées souvent transhumants. Cette race, qui constitue cette "Camorra" sénégalaise, a géré notre pays pendant douze ans avec une rapacité et une boulimie hors du commun. Cette forme de gouvernance et d'exercice de pouvoir persiste encore. Gouvernance affairiste, accapareur de tous nos biens, de nos terres et pillards de toutes nos ressources du sol, du sous sol, et de notre Trésor public

Il appartient donc au peuple d'être vigilant. Il ne doit pas se laisser divertir par la présente traque des prédateurs de la République, cette traque qui occupe toujours et sans concession les devants de l'actualité. Elle ne laisse aucun espace à un débat ou à une cogitation intelligente portant sur les urgences et les préoccupations fondamentales et populaires. Cette situation commence à confisquer l'oxygène de l'air et à étouffer le peuple. Cette traque n'est point une

demande sociale comme tentent de le justifier les nouveaux gouvernants. Le brave peuple sénégalais attend toujours stoïquement, mais fermement, le respect des engagements et promesses électorales. Le peuple attend chaque jour la réduction du coût de la vie, l'accès facile aux denrées de première nécessité qui commencent à être hors de portée pour l'écrasante majorité du peuple, la renaissance du civisme et de la citoyenneté, la restauration des valeurs de dignité, le nettoyage des mœurs politiques... Le peuple sénégalais aspire aussi à vivre une répartition plus juste et plus équitable des richesses nationales et le recul voire même l'éradication consécutive de la pauvreté.

Ne perdons pas de vue que ces vertueux de la République étaient tous là, pendant ces douze années cauchemardesques, au moment où ceux-là qu'ils traquent aujourd'hui se sont livrés au pillage systématique de nos richesses nationales. Ils ont même applaudi au moment où fut déclenché le processus d'accaparement de toutes nos richesses dont le coup de starter a retenti quand la célèbre phrase : "Nos soucis d'argent sont terminés" fut prononcée. Ils ont tous, sans exception, chanté la vision maléfique du prince qui, avec sa progéniture et sa cour, avala tout le produit des résultats éminemment positifs des années de sacrifice, d'ajustement

structurel, et de dévaluation.

Tous les Sénégalais conscients, patriotes et soucieux du devenir du pays sont d'accord à ce que l'on inflige à tous ces mis en cause des sanctions à la dimension de leurs actes, s'ils sont réellement fautifs. Ces prédateurs ne méritent ni respect, ni considération. Mais il appartient aussi au peuple d'apprécier l'action de ceux qui gouvernent présentement, pour qu'il n'ait pas le sentiment de vivre une justice de vainqueur et s'assurer qu'on n'a pas in vitro le fœtus d'un futur Etat policier, revanchard, masquant habilement ses incapacités et ses inaptitudes à résoudre les urgences que le peuple attend depuis un an déjà. Le combat "pour la patrie" qui se déroule présentement sous nos yeux, oppose deux factions d'une même famille politique, et quelle que soit la nature, la profondeur et la durée des contradictions, elles finiront, dans un avenir pas très lointain, par se retrouver.

C'est pourquoi le peuple doit combattre la "COMEDIE" politique. Si on se donne le droit de conduire un pays et des hommes, on doit se créer le devoir impératif de mener de front l'immédiat, le conjoncturel, les lendemains et l'avenir. ■

ABDOULAYE DIAGNE
Citoyen sénégalais

FOOT - PRESTATION DES LIONS FACE AU LONE STARS

Satisfaisant, mais peuvent mieux faire

Le Sénégal a fait une bonne opération dimanche, au Liberia, grâce notamment à une grande détermination des joueurs d'Alain Giresse. Si certains Lions ont eu une prestation plus ou moins satisfaisante, d'autres, par contre, ont intérêt à s'améliorer.

— LOUIS GEORGES DIATTA (STAGIAIRE)

Bouna Coundoul :



Lamentable face à l'Angola, le gardien de but des Lions a été impérial dimanche contre le Liberia. Coundoul a sauvé le Sénégal en enrayant au moins deux actions de but libériennes. Il a été un des joueurs sénégalais les plus présents sur la pelouse du stade Samuel Doe.

Lamine Sané : Le sociétaire de Bordeaux, Ligue 1 française, a été intraitable face aux attaquants libériens. Face aux quelques assauts des Lone Stars, il a fait le geste qu'il faut pour décanter la situation. Lamine Sané a assuré l'arrière-garde du Sénégal en compagnie de son associé en défense, Kara Mbodji.

Kara Mbodji : Conquérant dans l'axe central de l'équipe, Kara Mbodji a montré tout son potentiel sur les balles aériennes. Il s'impose dans ce secteur depuis le match contre l'Angola.

Lamine Gassama : Il a eu quelques difficultés sur le flanc droit où le jeu libérien s'est fait plus pressant. Toutefois, le Lorientais s'est montré solide et a fait un match acceptable.

Pape Ndiaye Souaré : Un peu en deçà

de son potentiel, Souaré a bien assuré son rôle sur le flanc gauche de la défense à la place de Cheikh MBengue, blessé. Le sociétaire du Stade de Reims a eu un apport supplémentaire à l'attaque grâce à ses remontées et ses centres.

Stéphane Badji :



L'ancien joueur du Casa Sport a répondu présent dimanche sur le côté droit de l'attaque. Il a essayé, avec succès, de pourvoir en ballons le duo d'attaque Papiss Demba Cissé et Moussa Sow. D'ailleurs, il a été l'auteur du centre repris par Papiss Cissé pour le doublé (53e).

Mouhamed Diamé : Il a su remplir son rôle au milieu du terrain après une entrée en demi-teinte. Le milieu de terrain de West Ham, en Premier League anglaise, a répondu présent face au Lone Star.

Idrissa Gana Guèye : Il s'est donné à fond au milieu de terrain sénégalais face à la charnière centrale libérienne. Il a tenté tant bien que mal de barrer la route aux joueurs du Liberia.

Sadio Mané : Il a été comme à l'accoutumée l'un des joueurs les plus en vue sur la pelouse. L'ancien de Génération Foot a pesé sur la défense adverse par sa vivacité

et ses dribbles. Il a été l'animateur du jeu offensif des Lions. Sadio Mané a eu également à rater des occasions de but qui s'offraient à lui. Il a été remplacé dans les arrêts de jeu par Modou Sougou qui n'a pas eu suffisamment de temps de jeu pour montrer son potentiel.

Moussa Sow : Sa bonne prestation à son entrée en seconde période du match contre l'Angola lui a valu la place de titulaire dimanche contre le Liberia. Moussa Sow a joué pleinement son rôle d'attaquant de soutien, même s'il n'a pas marqué. Son association en attaque avec Papiss Cissé a donné des satisfactions. L'expérience mérite d'être renouvelée. Il a été remplacé (75e) par Mame Birane Diouf, souvent maladroit. Ce dernier a quand même pesé sur la défense libérienne par sa vitesse et sa percussion.

Papiss Demba Cissé :



Il a sans nul doute été l'homme du match. L'attaquant de Newcastle a montré son talent de buteur. Il a su se défaire du marquage des défenseurs libériens pour trouver le chemin des buts et faire oublier son match manqué de Luanda. Blessé, il a été remplacé par Salif Sané qui a réussi son baptême de feu dans la Tanière. ■

tre n'a pas eu d'autre choix que d'interrompre tout bonnement la rencontre. C'est à dix minutes de la fin du temps réglementaire que le stade Demba Diop a été plongé dans le noir. L'Us Gorée menait à cet instant par 1 but à 0. Malheureusement, le courant n'a pu être rétabli. Dans ce cas, le match sera rejoué comme prévu par le règlement de la Ligue professionnelle du Sénégal en conformité avec les textes de la FIFA. ■

L.G. DIATTA (STAGIAIRE)

RÉSULTATS

Samedi
Touré Kunda / Port 0-1
Linguère / Yeggo 1-0
Assur / Jaraaf 0-0
Niary Tally / Ol. de Ngor 1-3
Uso / Diambars 4-2
Hier
DUC / AS Douanes 0-0
AS Pikine / Guédiawaye FC 0-0
US Gorée / Casa Sport (à rejouer)

REVUE TOUT TERRAIN

LIGUE 1 SÉNÉGALAISE

Modou Fall démissionne de la présidence de l'As Pikine

Le président de l'As Pikine, Modou Fall, a rendu le tablier hier suite aux contestations de supporters pikinois. Après le match nul (0-0), hier, contre le rival Guédiawaye FC dans le derby de la banlieue pour le compte de la 21e journée de Ligue 1, les supporters de l'As Pikine se sont mis à balancer des propos désobligeants à Modou Fall. Ceux-ci l'ont traité de "traître" l'accusant d'avoir soutenu le lutteur de Guédiawaye, Balla Guèye 2. Il a fallu l'intervention des forces de l'ordre pour empêcher la foule de s'en prendre physiquement à M. Fall. Selon ce dernier, les supporters de l'équipe pikinoise "ne sont pas reconnaissants". Ce qui a motivé sa démission à la tête de l'AS Pikine. Toutefois, le président du comité des supporters de l'AS Pikine, Pacop Diaz, joint au téléphone par Enquête tempère : "Modou Fall va revenir sur sa décision dès aujourd'hui (NLDR, hier). Le président a pris cette décision sous l'emprise de la colère. Nous avons toujours confiance en lui et nous allons continuer à travailler avec lui." Modou Fall est à une année de la fin de son mandat de 3 ans.

ÉTRANGER - TRANSFERTS

PSG

Villas-Boas avec Bale ?

Après les différents noms avancés ces dernières semaines (Mourinho, Capello, Blanc, Mancini, Hiddink, Laudrup...), la nouvelle priorité du Paris-SG pour remplacer Carlo Ancelotti au poste d'entraîneur serait André Villas-Boas, selon Le Parisien. D'après un proche du dossier, "les discussions avancent bien" concernant le technicien de Tottenham. Sous contrat encore pour deux saisons, le Portugais de 35 ans serait libérable contre une somme de 12 millions d'euros s'il souhaite partir. S'il rejoignait la capitale, l'ancien coach de Porto et Chelsea pourrait ne pas venir seul. Villas-Boas aurait en effet le souhait d'arriver avec... Gareth Bale ! Le Gallois supersonique de 23 ans, qui a été élu meilleur joueur de Premier League par ses pairs et les journalistes, serait évalué à 100 millions d'euros.

Une offre de taille pour Witsel

Le Paris SG aurait réactivé la piste menant au milieu de terrain du Zénith Saint-Petersbourg, Axel Witsel (24 ans, 19 matchs et 4 buts en championnat en 2012-2013), déjà annoncé sur les tablettes ces derniers mois. Selon le journal belge Sudinfo, le club de la capitale aurait formulé une offre de 40 millions d'euros, soit un montant identique à celui versé par le club russe à Benfica pour acquérir l'international belge l'été dernier.

GALATASARAY

Chedjou signé pour 4 ans

Galatasaray a officialisé lundi soir le recrutement du défenseur lillois Aurélien Chedjou (27 ans). L'international camerounais a signé un contrat de quatre ans avec le club turc. Le montant du transfert est environ de 7,5 millions d'euros.

DISCIPLINE

Sakho sanctionné, Ibra averti

Selon les informations de Francefootball, le Conseil national de l'éthique a décidé ce lundi de sanctionner le défenseur parisien Mamadou Sakho d'un match de suspension ferme et de 5000 euros d'amende pour son chant anti-marseillais entonné le jour de la célébration du titre de champion du PSG au Trocadéro. De son côté, Zlatan Ibrahimovic a reçu un simple avertissement pour ses propos contre l'arbitrage français.

Yaya Touré, joueur africain le plus cher



Yaya Touré est le 45e joueur le plus cher au monde, indique l'étude annuelle de l'Observatoire du football de Neuchâtel (Suisse). Avec une valeur située dans une fourchette allant de 26 à 30 millions d'euros, le Mancunien est le premier africain d'un classement dominé par Lionel Messi, Cristiano Ronaldo et Edinson Cavani.

Pour s'attacher les services de Yaya Touré, lié jusqu'en juin 2017 avec Manchester City, les éventuels prétendants sont avertis. Il en coûtera entre 26,3 et 30,5 millions d'euros pour payer l'Ivoirien au "juste prix". Du moins si l'on se réfère à l'étude annuelle de l'Observatoire du football de Neuchâtel. Une somme qui fait de l'Éléphant le footballeur africain le plus cher au monde, puisqu'il est le seul représentant du continent dans le top 50. 45e, Yaya Touré reste encore loin de Lionel Messi, qui, avec une valeur comprise entre 217 et 252 millions d'euros, domine le classement, à bonne distance de Cristiano Ronaldo (102-118 millions) et Edinson Cavani (58-68 millions).

ÉLIMINATOIRES MONDIAL 2014

Programme
Zone Asie (4e tour)
Aujourd'hui
Groupe A
12h Corée du Sud / Iran
12h Ouzbékistan / Qatar
Groupe B
9h30 Australie / Irak
16h Jordanie / Oman

COUPE DES CONFÉDÉRATIONS

Résultats
Groupe A
Samedi
Brésil / Japon 3-0
Dimanche
Mexique / Italie 2-1

Groupe B
Dimanche
Espagne / Uruguay 2-1
Hier
Tahiti / Nigeria 1-6

LIGUE 1 - 21^e JOURNÉE (FIN)

Le nul dans le derby de la banlieue profite au GFC

Le Guédiawaye FC sort provisoirement de la posture de lanterne rouge suite au match nul et vierge face à l'AS Pikine hier au stade Alassane Djigo.

Le Guédiawaye FC (GFC) sort provisoirement de la dernière place du classement. L'équipe de Guédiawaye a profité du partage de points (0-0) face à l'AS Pikine (6e, 31 pts) dans le derby de la banlieue au stade Alassane Djigo. GFC remonte ainsi à la 15e place. Comptant le même nombre de points (17 pts) que l'US Gorée, le GFC devance, provisoirement, les Insulaires grâce une différence de buts plus favorable (-8 pour le GFC, -10 pour l'US Gorée).

Au même moment, le Dakar univer-

sité club (13e, 20 pts) faisait match nul (0-0) face à l'AS Douanes (12e, 22 pts) au stade Demba Diop.

Le match US Gorée-Casa Sport reporté pour coupure de courant

Les coupures de courant ont une fois de plus été au rendez-vous hier au stade Demba Diop lors du match opposant l'US Gorée (16e, 17 pts) au Casa Sport (10e, 26 pts). Contrairement aux précédents où les matches étaient suspendus pour une dizaine de minutes, cette fois-ci, l'arbi-

LUTTE : OPEN-PRESSE MODOU LÔ

“Je vais attaquer, cogner et battre mon adversaire”

Modou Lô, le leader de l'écurie Rock Énergie, a ouvert son entraînement à la presse, hier, au terrain de l'Unité 10 des Parcelles assainies. Contrairement aux autres lutteurs qui cachent leur jeu et font semblant de s'entraîner, Modou Lô a offert une vraie séance à ses nombreux supporters présents. Après une bonne heure de course, de boxe, entre autres, le lutteur s'est confié à la presse.



■ PAR KHADY FAYE

Aujourd'hui, presque tout Parcelles s'est mobilisé pour vous soutenir. Que dites-vous à ces personnes pour les rassurer quant à l'issue du combat contre Eumeu Sène ?

Cela me fait plaisir de voir tout ce monde qui me soutient. Je leur manquais et vice-versa. Aujourd'hui, je m'entraîne sur ce terrain de l'Unité 10 pour leur donner l'occasion de me voir. Ils ont raison de dire que je les ai habitués à des victoires. Tout ce que je fais, c'est pour eux, je pense à eux tout le temps et ils me poussent à la victoire, à me donner à fond. Je leur demande de prier encore plus pour une éclatante vic-

toire sur Eumeu Sène.

On vous reconnaît les qualités de cogneur, d'attaquant. Peut-on s'attendre à ce que vous les utilisiez le 30 juin prochain ?

Inch Allah, le 30 (juin) je vais attaquer, cogner et battre mon adversaire.

D'où tenez-vous cette confiance ?

Je crois en moi, je crois aussi dans tout ce travail que j'ai abattu pour en arriver là. À chaque fois que je prends l'avance d'un combat, je ne pense qu'à une seule chose : aller au stade, battre (mon adversaire) et revenir chez moi tranquillement.

Il se dit que si vous êtes très confiant pour ce combat contre

Eumeu Sène, c'est parce que vous le connaissez très bien et ainsi que sa faille...

Je le connais bien parce qu'il venait lutter dans mon quartier. J'étais très jeune à l'époque et il venait chaque dimanche s'asseoir là (Ndlr, le terrain où s'entraîne Modou Lô). Il partageait la même écurie que beaucoup de mes coéquipiers d'aujourd'hui, comme Dolf, entre autres. Et même s'ils m'ont dit son point faible, je le garde pour moi jusqu'au jour du combat pour mieux l'exploiter. C'est un adversaire que je respecte beaucoup cependant.

Aux dernières nouvelles, Eumeu Sène est allé en Gambie pour se blinder mystiquement. Êtes-vous prêt sur ce plan ?

Il ne trouvera que de la poussière en Gambie et en Casamance, nous avons tout pris, il ne lui reste plus rien. J'ai zéro pression.

Votre adversaire est donné favori dans ce combat. Qu'est-ce que cela vous fait d'être dans cette posture ?

J'en ai l'habitude. Chaque fois que j'ai un combat, mon adversaire est toujours perçu comme le favori. Mais à chaque fois je m'en sors bien. Cela ne me fait rien, au contraire.

Vous êtes réputé être un lutteur rapide et vivace. Le volume que

vous avez pris ne risque-t-il pas d'être un handicap ?

Je n'ai pas augmenté de volume et aujourd'hui à l'aube (d'hier) justement, je travaillais ma rapidité et ma vivacité. Je me sens bien.

Votre adversaire est un champion. En êtes-vous conscient ?

Bien sûr que je sais que c'est un champion. C'est pour cela d'ailleurs que cela fait plaisir de l'affronter et je ferai tout pour le battre.

Dans la préparation de ce combat, combien de séances d'entraînement faites-vous par jour ?

Actuellement, je fais trois séances par jour. Une de 4 heures à 6 heures du matin à la plage. Une autre de 17 heures à 19 heures et, enfin, une dernière en soirée, à la salle de musculation. Actuellement, je suis dans la phase maintien, tout ce qui devait être fait l'a déjà été, on ne peut faire plus que cela. La lutte est mon métier, dès que les gens prennent le chemin des bureaux et autres lieux de travail, nous, nous investissons les lieux d'entraînement.

On vous a vu travailler la boxe avec votre coach. Vous préparez-vous à la bagarre la jour du combat ?

On parle de lutte avec frappe, non ? Alors je m'entraîne sur tous les plans. Je fais de la boxe chaque jour, ce n'est pas seulement pour ce combat.

Quelle genre de préparation avez-vous fait aux États-Unis ?

J'ai travaillé ma vivacité et ma rapidité sur place. J'avais la tranquillité et tout ce qu'il me fallait pour me préparer dans les meilleures dispositions et conditions. Je me sens léger comme une plume.

Votre adversaire a été vaincu par Boy Kaïré que vous même avez terrassé. Qu'est-ce que cela vous fait ?

C'est la lutte qui est ainsi faite, et ce que j'ai dit à Eumeu Sène lors de notre dernière conférence de presse, c'était juste pour blaguer et mettre de l'ambiance. Que j'ai vaincu celui qui l'a battu, cela compte peu. Tout ce que je sais, c'est que je vais chercher la victoire le 30 juin prochain, c'est tout ce qui compte. Je suis prêt à tout pour la victoire.

Ne défiez-vous par le Comité de gestion de la lutte (Cng) en déclarant que vous jetterez quelque chose à votre adversaire si cela s'imposait le jour du combat ?

La lutte a ses propres réalités. Si j'avais quelque chose à jeter sur lui, je peux le faire sans que personne ne le voit. Je suis prêt à en subir les conséquences.

On parle aussi du ngimb de votre adversaire qui est difficile à saisir. Que comptez-vous faire pour pouvoir le saisir ?

Dieu sait que je peux lutter sans attraper le ngimb de mon adversaire. Je ne me focalise pas sur le ngimb de mon adversaire. J'ai fait un tour dans l'équipe nationale et on s'entraînait sans attraper le ngimb. Cela ne me pose aucun problème.

Il se dit que vous semblez sage en public, mais que vous abreuvez d'injures vos adversaires quand vous vous retrouvez seuls. Est-ce vrai ?

Cela m'arrive de leur parler pour blaguer, mais je ne leur manque jamais de respect. Je fais tout dans le respect. Dans les face-à-face, je parle peu, je préfère agir plutôt.

Quel sentiment vous anime à l'annonce de la libération provisoire accordée à Luc Nicolai ?

Cela m'a fait énormément plaisir d'apprendre la nouvelle. Je prie Dieu pour qu'il sorte et reprenne ses activités. Il manque beaucoup à la lutte. ■

LUTTE - TAPHA TINE EN VISITE À RÉFANE

“Je n'ai pas lutté, je ne me suis pas battu !”

Après sa défaite du 2 juin face à Balla Gaye 2, Tapha Tine s'est rendu dimanche dans son Baol natal, à Réfane, pour remercier ses proches. Le champion du Baol a regretté sa déconvenue avant de promettre de revoir et corriger ses erreurs.

■ BABACAR DIOUF (CORRESPONDANT, DIOURBEL)

Consolation pour Tapha Tine après sa défaite face à Balla Gaye 2, le 2 juin au stade Demba Diop de Dakar. Le vaincu a été accueilli, en héros, dans son Baol natal dimanche. Les populations de Réfane sont sorties comme un seul homme pour réserver un accueil digne d'un roi à l'enfant du terroir.

Vêtu d'un boubou de couleur vert olive, très relax, le champion du Baol a rendu visite à ses différents parents de Réfane qui lui ont prodigué conseils et prières.

“La défaite n'est rien qu'une source de motivation supplémentaire”, lui a lancé un vieux Réfanois acquis à la cause de Tapha. Pour le professeur d'université Djibril Thiaw, la popularité de Tapha Tine a sorti le village des ténèbres : “Déjà, à six mois du combat contre Balla Gaye 2, il ne passait plus un seul jour où le nom de notre village n'apparaissait dans les journaux ou était cité à travers les radios et télévisions sénégalaises. Sa notoriété a exporté le nom de Réfane au-delà des frontières, c'est un village connu de tous aujourd'hui, s'est réjoui le Directeur du

centre de formation des travaux publics. D'après M. Thiaw, ce qui lie Réfane à Tapha Tine est beaucoup plus fort que le sport : “C'est le sang et le terroir qui nous lient, avant le sport. Donc, sa défaite contre Balla Gaye ne peut en aucun cas nous séparer de lui.” Mieux, avance le natif de Réfane, “Tapha est un garçon très reconnaissant qui n'a jamais oublié ses origines quels que puissent être ses ambitions, son rang social, il n'a jamais oublié qu'il est du Baol et qu'il est de Réfane”.

S'agissant de ses prochains combats, les Réfanois promettent de rebondir. “On ne nous trompera pas deux fois”, soutient Djibril Thiaw, non sans souhaiter que les deux collectivités locales, la ville de Guédiawaye (où habite Balla Gaye 2) et la communauté rurale de Réfane, entament un partenariat gagnant-gagnant ou un jumelage. L'enjeu sera de raffermir les liens entre les populations de ces deux localités.

“Je n'ai pas lutté, je ne me suis pas battu !”

Pour sa part le champion du Baol s'est

dit très content de l'accueil qui lui a été réservé, parce que malgré sa défaite, Réfane lui est restée fidèle. Ne voulant pas trop s'avancer sur le poids du mystique dans sa défaite, Tapha Tine parle de ses regrets : “C'est un combat de lutte mais je peux affirmer que je n'ai pas lutté et je ne me suis pas non plus battu.” Selon lui, les failles qui ont conduit à sa défaite seront corrigées à tous les niveaux : staff, personnel, stratégie... “Le soir de ma défaite, j'ai appelé ma mère en premier et elle m'a demandé de m'en remettre à Dieu. Parce que pour elle, dans mes combats précédents, j'ai battu des champions, a fait savoir le lutteur sère.

Revenant sur ses relations avec le promoteur Luc Nicolai à qui la Chambre d'accusation de la Cour d'appel a accordé vendredi une liberté provisoire, Tapha Tine dira qu'il n'est jamais allé à la prison lui rendre visite. Explication : il ne pouvait pas supporter de faire face au promoteur dans ces conditions. Mais a dit sa grande joie à l'annonce de la libération de Luc Nicolai.

Soucieux par ailleurs du développement de son fief, le lutteur mise sur une tombola qu'un homme d'affaires



promet de mettre en jeu entre lui et son tombeur. Aussi ambitionne-t-il de construire un poste de santé et créer des adductions d'eau pour atténuer la souffrance des femmes de son village. ■